



Le président malien aujourd'hui à Alger

Des relations qui gagnent en intensité et volonté d'aller de l'avant

Page 4

LE JOUR

D'ALGERIE

Sidi Bel-Abbès

Un terroriste éliminé et des munitions récupérées

Page 6

Votre quotidien national

Dixième année - N° 3655 - Dimanche 30 août 2015 - Prix : 10 DA

Tout en rassurant sur la mobilisation des institutions concernées

Bedoui parle de menace sur la stabilité de l'Algérie

Page 3

Un fantôme nommé Madani Mezrag

Par Mohamed Habili

Madani Mezrag a finalement décidé de sauter le pas, d'annoncer la création d'un nouveau parti dans son fief à Jijel, après deux campings tenus coup sur coup dans des espèces de maquis, le premier à Jijel, et le second à Mostaganem, dans l'intention peut-être de prouver qu'il compte des partisans tant à l'est qu'à l'ouest du pays. Il faut avoir été un chef militaire terroriste et l'être resté dans une bonne mesure pour lancer un parti non pas dans une salle en ville et en s'assurant d'un maximum de publicité pour l'occasion mais à proximité de la montagne, comme si on n'excluait pas tout à fait de devoir après cela s'y replier de nouveau. Avant d'en venir à cette proclamation, à qui toutefois il manque encore l'essentiel, c'est-à-dire la bénédiction des autorités, nul doute que l'ancien émir de l'AIS, la branche armée du FIS, a fait le tour des anciens dirigeants du parti dissous, pour les gagner à sa démarche, mais sans convaincre personne d'entre eux. Autrement, ce n'est pas ainsi qu'il s'y serait pris. Ce n'est d'ailleurs pas ainsi que ces choses-là se passent en règle générale. Libre à lui de créer son propre parti, a-t-il dû s'entendre dire par tous, d'autant plus que c'est son droit, mais il serait mal inspiré de faire accroire que son parti est la réincarnation du FIS, dont eux-mêmes continuent de se réclamer, et qu'ils n'ont pas perdu espoir de faire réhabiliter un jour.

Suite en page 3

Réduction des dépenses publiques en 2016

La feuille de route du gouvernement pour relancer l'économie



Le gouvernement révèle les premières mesures préventives et la rationalisation des dépenses publiques au fur et à mesure que les prix du pétrole s'installent dans la baisse. Ces décisions ont été dévoilées, hier, par le Premier ministre à l'ouverture des travaux de la rencontre gouvernement-walis, consacrée à la consolidation de la dynamique du développement local. Lire page 2

Passeport biométrique

Généralisation graduelle du traitement des dossiers aux APC

Page 3

Clôture du «Musée dans la rue»

Une variété d'activités proposée

Page 13

Réduction des dépenses publiques en 2016

La feuille de route du gouvernement pour relancer l'économie

■ Le gouvernement révèle les premières mesures préventives et la rationalisation des dépenses publiques au fur et à mesure que les prix du pétrole s'installent dans la baisse. Ces décisions ont été dévoilées, hier, par le Premier ministre à l'ouverture des travaux de la rencontre gouvernement-walis, consacrée à la consolidation de la dynamique du développement local.

Par Louiza Ait Ramdane

Les premières mesures destinées à faire face à la baisse des prix du pétrole et au recul dans la disponibilité des ressources financières, se résument essentiellement en la baisse des dépenses publiques de près de 9%. Le Premier ministre Abdelmalek Sellal a ainsi précisé qu'«en 2016, le gouvernement présentera un budget qui table sur une croissance de 4,6% (en hausse d'un point par rapport à 2015) et dont les dépenses globales seront en baisse de près de 9%, sans pour autant entraver la réalisation du programme de logements (approbation des marchés de 22 000 unités rien que mercredi passé) ou les recrutements dans les secteurs de formation et de santé qui enregistreront l'ouverture de près de 10 000 nouveaux postes budgétaires». «Il vaut mieux compter nos sous mais sans faire caler le moteur économique qui soutient l'emploi et le pouvoir d'achat», a soutenu le Premier ministre.

Des mesures d'ajustement pour rationaliser la dépense publique

Des mesures de réajustement ont été décidées par le gouvernement pour rationaliser la dépense publique et mieux maîtriser le commerce extérieur et les flux de capitaux.

Cependant, a souligné le Premier ministre, le chef de l'Etat a été clair dans ses directives au gouvernement «afin de préserver le pouvoir d'achat des Algériens et de poursuivre l'effort en matière d'action sociale et des programmes dans les domaines de l'emploi, du logement, de la santé et de l'éducation». Pour réduire le flux des importations, a-t-il poursuivi, «une définition plus précise a été fixée pour les filières préférentielles à haute valeur ajoutée et en capacité à contribuer à la modernisation du pays et au transfert de technologies», en précisant qu'une action est également menée sur la structure et les modes d'attribution des contingents d'importation.

Les dispositions de la loi de finances complémentaire pour 2015 et celles de la loi de finances pour 2016, actuellement en cours d'élaboration, «vont dans cette direction, à savoir l'optimisation des recettes du budget de l'Etat, le soutien aux entreprises, la facilitation de l'investissement ainsi que l'encouragement du secteur national productif, et rester dans une



PH. SORAYIL A.

perspective de croissance», a soutenu M. Sellal. Pour le Premier ministre, la baisse des cours pétroliers aura pour conséquences la contraction des ressources du Fonds de régulation des recettes (FRR) et l'accroissement de la dette publique interne. «La situation est plus tendue pour les finances publiques que pour la balance des paiements. Cela plaide pour des actions en matière de rationalisation des dépenses publiques et le développement du marché des capitaux», a-t-il enchaîné. Dans ce sens, il a avancé que «nos marges de manœuvre budgétaires et financières nous permettent d'aborder avec sérénité la situation, mais elles ne doivent pas être avancées pour justifier le statu quo. Il ne faut ni s'alarmer, ni s'endormir, mais bouger dans la bonne direction avec ambition et courage».

«Les nouvelles mesures toucheront des intérêts personnels»

Le Premier ministre, Abdelmalek Sellal, a affirmé que toutes les décisions prises par le gouvernement pour relancer l'économie sur fond de baisse des cours pétroliers toucheront «des vieux réflexes et des intérêts». «Toutes ces décisions pour relancer notre économie et absorber le choc pétrolier toucheront des habitudes, des vieux réflexes et des intérêts. Elles recevront, donc, des résistances plus ou moins fortes. Mais notre principal allié dans ce combat futur sera la population si nous lui

disons la vérité, lui expliquons notre démarche et si nous arrivons à gagner sa confiance», a-t-il soutenu lors de son discours prononcé à l'ouverture de la réunion gouvernement-walis. «Les Algériens doivent savoir, par exemple, que ce sont les mêmes personnes qui, dix ans auparavant, hurlaient qu'il ne fallait pas rembourser la dette par anticipation, qui crient aujourd'hui à la catastrophe et sèment un discours de défaite et de capitulation», a ajouté le Premier ministre. «Je suis de ceux qui croient en leur pays, en ses capacités énormes et en le génie de ses enfants. Malgré le contexte économique défavorable, nous pouvons bâtir une économie émergente et diversifiée», a-t-il assuré. Pour M. Sellal, «le scepticisme est le mal incurable des nations dont nous devons impérativement prémunir l'Algérie».

Sellal met en garde les walis contre toute entrave aux investissements locaux

S'agissant de l'investissement, le Premier ministre, a mis en garde les walis et les autorités locales contre toute entrave aux investissements, appelant à asseoir un nouveau mode de gestion sur la base de l'accompagnement des investisseurs locaux pour faire aboutir les démarches nationales de diversification de l'économie du pays.

«La relation de l'administration locale avec l'entrepreneur ne doit

plus se limiter à une prestation administrative de délivrance d'autorisations ou d'agrèments.

Il s'agit de mettre en place des dispositifs d'accompagnement continu en amont et en aval où le wali serait un véritable VRP de sa wilaya en allant démarcher les potentiels investisseurs et en faisant la promotion des atouts de ses communes et daïras», a précisé Sellal. Estimant que la promotion de la production nationale était tributaire de l'aplatissement des difficultés qui entravent son développement, le Premier ministre a souligné la nécessité de «mettre fin aux comportements bureaucratiques qui paralysent les initiatives et portent préjudice à notre crédibilité et à notre économie». Il a également appelé les walis à œuvrer à l'amélioration du service public et des prestations.

«Nous allons réduire les grands projets d'infrastructure mais nous allons toutefois nous concentrer sur la maintenance des infrastructures que nous avons réalisées durant les années précédentes», a soutenu Sellal. Par ailleurs, le Premier ministre a appelé les élus locaux qui selon lui, disposent de larges prérogatives à s'impliquer davantage dans le renouveau de développement. Il a considéré les élus locaux comme un «appui fort» aux autorités administratives locales.

Sellal a exhorté les walis à veiller à ce que les communes et les administrations donnent l'exemple en matière de rationalisation des dépenses et de lutte contre le gaspillage, la gabegie, la bureaucratie et le laisser-aller.

«Les walis et les élus locaux doivent s'impliquer pleinement dans les opérations de distribution et de cession des logements sociaux et d'éradication de l'habitat précaire», a-t-il dit, ajoutant qu'il est également important d'instaurer un système de gestion urbaine qui consacre le principe de l'unité de la ville afin de garantir une gestion cohérente et un développement harmonieux, tout en faisant bénéficier les citoyens d'administrations de proximité et des services de base dont ils ont besoin.

«Le rôle des autorités locales et à leur tête les walis, et bien sûr les présidents des APC, est déterminant dans cette démarche. Vous êtes (...) la clé de voûte de notre dispositif et c'est un véritable surpassement de soi que nous attendons de vous», a-t-il déclaré à l'adresse des walis.

Sellal a estimé que les taux d'avancement des projets et la consommation de crédits «ne doivent plus» constituer les seuls indicateurs de performance de la gestion locale.

«Aujourd'hui, vous serez évalués sur les créations d'activités et d'emplois, l'implantation d'investissements et d'entreprises et l'évolution de l'attractivité économique des territoires dont vous avez la responsabilité», a-t-il averti. Pour le chef de l'Exécutif, les élus locaux ont ainsi un rôle fondamental à jouer en raison de la relation de proximité qu'ils entretiennent avec les citoyens et de la connaissance du territoire qu'ils ont. Néanmoins, pour être efficaces, ils doivent être à la tête de collectivités fortes, d'où la nécessité de moderniser les administrations locales.

«La relation de l'administration locale avec l'entrepreneur ne doit plus se limiter à une prestation administrative de délivrance d'autorisations ou d'agrèments», a-t-il souligné.

Pour conclure, Abdelmalek Sellal a annoncé qu'une rencontre nationale sur la situation économique se tiendra le 15 septembre prochain. Cette rencontre regroupera le Conseil national économique et social (Cnes) et les experts économiques pour examiner la situation économique du pays. Cette rencontre sera suivie d'une autre réunion entre le gouvernement et les partenaires sociaux et économiques pour «examiner les moyens de donner une nouvelle dynamique au développement économique et social», ajoutant que «ces réunions reflètent la politique de transparence adoptée par le gouvernement dans le traitement de la situation économique du pays». L. A. R.

Tout en rassurant sur la mobilisation des institutions concernées

Bedoui parle de menace sur la stabilité de l'Algérie

■ Le ministre de l'Intérieur, Noureddine Bedoui, parle de tentatives visant à diviser les Algériens. Ainsi pour lui l'Algérie est ciblée par notamment la menace d'infiltration des groupes terroristes avec ce qui se passe dans la région et l'existence des agents qui ont perdu leur algérianité.

Par Nacera Chennafi

Sur le plan régional « nous sommes confrontés à de grands défis liés à la sécurité de notre région face aux tentatives de groupes extrémistes obscurantistes d'infiltrer nos rangs et semer la division et la haine avec la collaboration d'agents qui ont renoncé à leur algérianité, à leur patriotisme et au serment fait aux chouhada », dira le ministre lors de son intervention à l'occasion de la réunion gouvernement-walis ouvert hier à Alger.

Dans ce contexte, le ministre est revenu sur la sensibilité du contexte régional en rappelant que la rencontre gouvernement-walis se tient dans une conjoncture nationale et régionale particulière. Selon Bedoui, cette rencontre est la meilleure « réponse à autant d'aventuriers auxquels nous démontrons, aujourd'hui comme nous l'avons fait par le passé, que notre peuple est vigilant et conscient de leurs desseins obscurs ». Toutefois, le ministre s'est voulu rassurant en affirmant :



« Les institutions de l'Etat, la Gendarmerie et la Sécurité nationales et l'Armée nationale populaire sont, avec l'appui du peuple, entièrement mobilisés pour faire face à toute menace et barrer la route à tous ceux qui veulent semer la division et la haine au sein du peuple algérien ».

Le ministre a rendu hommage aux citoyens, du Sud notamment, pour leur précieux concours à la consolidation de la cohésion nationale et le rejet des facteurs de divi-

sion. Il a appelé les walis à « encourager une telle démarche, à être vigilants et prudents pour ne laisser aucune marge de manœuvre aux détracteurs et à agir en coordination avec les services de sécurité et toutes les composantes de la société civile et la classe politique. Il a également exhorté les walis délégués dans les wilayas du Sud à adopter une approche anticipative, à être constamment présents sur le terrain et à agir efficacement face à toute menace en comptant sur la coopération des citoyens. Il est à noter que la région du Sud a connu ces derniers temps de grandes perturbations avec notamment ce qui se passe à Ghardaïa depuis plus de deux ans et la protestation des chômeurs au niveau de Ouargla et la question du gaz de schiste à In Salah. A tout cela s'ajoute ce qui se passe aux frontières, dont la situation en Libye, en Tunisie et au Mali en plus de la montée de l'activité terroriste dans la région après l'infiltration de ce qui s'autoproclame Etat Islamique « Daech ». N. C.

Finies les dépenses sans utilité et vision de développement claire

Les walis seront sous haute surveillance de l'Exécutif

Désormais, il n'est plus question d'engager des dépenses publiques sans utilité économique et sans une vision de développement aux contours et objectifs clairs, selon le ministre de l'Intérieur, Noureddine Bedoui qui s'exprimait lors de la réunion gouvernement-walis ouverte hier à Alger. L'évaluation de la mise en œuvre des différents projets inscrits dans les programmes quinquennaux a toujours été une grande défaillance dans la gestion du gouvernement et dans cette conjoncture de crise économique. Depuis des années, le président de la République a initié ce qui a été appelé les audiences du ramdhan puisque à chaque mois sacré, il tenait des séances d'écoute suite auxquelles, des rapports ont été rendus publics et dans une grande partie, les interventions du chef de l'Etat avaient porté sur l'urgence de rationalisation des dépenses et en finir avec le phénomène de réévaluation des projets qui coûtent cher au Trésor public. Dans un passé récent aussi, les walis étaient convoqués pour présenter leur rapport en Conseil du gouvernement mais ces pratiques n'ont pas duré dans le temps. Aujourd'hui, la conjoncture économique et sociale impose au gouvernement un vrai suivi de ce qui se fait sur le terrain et la gestion des walis à la mise en œuvre de la politique de l'Etat. C'est dans ce sens que le ministre de l'Intérieur a annoncé que la rencontre gouver-

nement-walis se tiendra « annuellement » à l'effet de procéder à l'évaluation de la mise en œuvre des politiques adoptées. « Sur instruction du Premier ministre Abdelmalek Sellal, il a été décidé de tenir la rencontre gouvernement-walis annuellement à l'effet de procéder à une évaluation de la mise en œuvre des politiques adoptées et cerner les obstacles qui entravent leur mise en œuvre », a indiqué le ministre lors d'une réunion regroupant le gouvernement avec les walis. Ce n'est pas tout, puisque la rencontre au sommet sera précédée de réunions régionales dédiées à une évaluation périodique des activités des walis. Selon Bedoui une telle démarche « est susceptible de relancer une importante tradition du travail de l'administration et du gouvernement à l'effet d'évaluer les activités des walis de la République et d'apporter les correctifs nécessaires ». Les walis sont aussi appelés à relever les défis de la prochaine rentrée sociale à travers la prise en charge des préoccupations des citoyens. Le gouvernement ne tolère aucun retard concernant les structures programmées, notamment scolaires, universitaires et celles relevant de la formation et de l'enseignement professionnels. A ce sujet, il a préconisé des mesures réglementaires exceptionnelles et urgentes pour assurer les meilleures conditions d'accueil aux citoyens au niveau des services d'état civil. D'autre part, les walis sont exhortés

à poursuivre les actions de solidarité de l'Etat en faveur des catégories démunies et combattre le monopole et la fraude commerciale. Pour le ministre « les manœuvres malhonnêtes auxquelles on se livre ici et là pour freiner l'élan et les rumeurs colportées pour décourager les bonnes volontés doivent constituer un motif pour aller de l'avant sur la voie du progrès et du développement de la paix de l'entente et de l'unité ».

Nouvelles missions et prérogatives pour l'élu local

D'autre part, le ministre de l'Intérieur a évoqué l'élu local en affirmant que son département ministériel était déterminé à faire en sorte qu'il s'acquitte pleinement des prérogatives que lui sont conférées par la loi et à les renforcer par de nouvelles missions. A ce propos, il a exhorté les Assemblées élues à « dépasser leurs différends » et à « faire prévaloir l'intérêt général pour réhabiliter le service public ». Sur le plan financier, Bedoui a annoncé le recours à une approche incitative et concurrentielle en vue d'encourager les collectivités locales à adhérer à cette démarche pour qu'elles bénéficient du fonds de solidarité locale devant permettre aux communes et aux wilayas les plus actives de bénéficier le plus de ce soutien. N. C.

LA QUESTION DU JOUR

Un fantôme nommé Madani Mezrag

Suite de la page une

En fait, entre lui et eux, ce n'est pas tant un problème de nom qu'une question de légitimité. Les politiques du FIS, qui eux du moins sont toujours là et en activité, ce qu'on ne peut pas dire avec certitude des militants de base, c'est-à-dire des troupes, à l'évidence lui contestent le droit de parler en leur nom à tous. De là les précautions de style qu'il a adoptées en annonçant la naissance du Front de la réconciliation et du salut, destinées toutes à lui épargner une levée de boucliers au sein de cette même mouvance qu'il ambitionne de reconstituer, mais en douce toutefois, comme malgré elle, sous son unique leadership. Le chef historique de l'AIS doit avoir acquis d'une manière ou d'une autre la certitude qu'il est la seule solution possible pour eux tous, ce qu'ils ne savent pas encore. De tous, lui seul aurait reçu des garanties en ce sens, une idée à laquelle ils finiraient bien par se faire, pour autant qu'ils ne veulent pas rester d'éternels proscrits, des exilés politiques dans leur propre pays. Pour preuve, le fait que lui est reçu à la présidence de la République, au contraire de tous. Plus vite il entre dans l'arène, plus tôt ils se rendront à l'évidence, en l'acceptant comme leur nouveau chef. Il suffirait pour cela qu'il obtienne du ministère de l'Intérieur la reconnaissance de son parti. Car alors les troupes seulement assoupies de l'ex-Fis se réveilleraient pour venir se ranger comme un seul homme derrière lui. Ce que voyant, les anciens dirigeants, qui aujourd'hui le snobent, s'estimeraient bien plus légitimes que lui pour accomplir ce grand-œuvre, seraient bien obligés de venir à leur tour lui prêter allégeance, si du moins ils ne voudraient pas subir la colère de la base reconstituée à l'identique. Si cela n'est pas exactement là le fantôme dans lequel s'entretient Madani Mezrag, cela ne doit pas en différer de beaucoup. Ce qui tend à le prouver, ou plutôt ce qui le prouve de façon quasi certaine, c'est sa façon de justifier son initiative, en affirmant que l'AIS constituait déjà la colonne vertébrale du FIS, qui avait empêché ce dernier de se fonder, de disparaître dans le GIA. Ce qui revient à laisser entendre que du moment que c'est lui Madani Mezrag qui a sauvé le FIS, ce n'est que justice que ce soit à lui que revienne le mérite de sa réhabilitation. M. H.

Passaport biométrique

Généralisation graduelle du traitement des dossiers aux APC

Le ministre de l'Intérieur et des Collectivités locales a annoncé avant-hier à Alger que le traitement des dossiers des citoyens demandeurs de passeports, initié au niveau de certaines APC d'Alger, sera graduellement généralisé aux grandes villes à l'échelle nationale.

Lors d'une rencontre d'orientation avec les walis, au siège de son département ministériel, la veille de la réunion gouvernement-walis prévue samedi, M. Bedoui a souligné que l'opération exigeait « des efforts considérables en termes d'aménagement de sièges appropriés et de leur équipement », insistant sur l'im-

portance d'élaborer des plans de formation devant assurer un personnel qualifié. Il a ajouté que l'objectif de l'opération qui s'inscrit dans le cadre de la réhabilitation et de la modernisation des services administratifs publics était d'alléger les procédures administratives et de lutter contre la bureaucratie. M. Bedoui a, dans ce sens, insisté sur l'importance de réserver un bon accueil aux citoyens, à travers le choix minutieux des agents appelés à assumer cette mission. Expliquant cette démarche depuis Constantine, le ministre de l'Intérieur avait annoncé la décision

de l'Etat « de faire l'enrôlement des empreintes digitales et la prise de photos numériques pour le passeport biométrique dans les communes également ». Lors de la visite de travail qu'il a effectuée dans cette wilaya au lendemain des pluies torrentielles ayant occasionné des morts et des dégâts, M. Bedoui a fait savoir que « cette mesure a été prise dans le cadre de la nouvelle vision de l'Etat portant sur l'amélioration du service public en optant pour la décentralisation ». « L'enrôlement des empreintes digitales et la prise de photos numériques se fera à partir de la semaine prochaine, dans une première étape dans 16 communes de la wilaya d'Alger avant d'être généralisée dans toutes les communes de cette wilaya et les communes importantes de l'Algérie », a précisé le ministre. L'objectif est de « réduire la pression sur les daïras qui seront secondées par les communes dans l'accomplissement de cette mission », a considéré M. Bedoui, mettant l'accent sur l'importance de cette nouvelle mesure dans le « redéploiement du personnel des communes ». Insistant sur l'importance d'impliquer la commune dans

toutes les démarches entreprises par l'Etat pour une meilleure prise en charge des préoccupations quotidiennes des citoyens, M. Bedoui a affirmé que des instructions ont été données par le président de la République, pour que les collectivités assument pleinement leurs responsabilités à travers une implication directe et efficace sur le terrain. La vision du développement local intégré se base sur la complémentarité des élus et des administrateurs, a estimé le ministre, précisant que le wali se chargera ainsi davantage des questions de développement. Yasmine Ayadi

Construction sur des sites naturels

Un patrimoine forestier saccagé

■ Le décor naturel algérien semble être endeuillé par l'omniprésence de chantiers de construction qui sacrifient quotidiennement des arbres centenaires et des terres agricoles. Aujourd'hui, le patrimoine naturel chagrin fait face à l'avancée à grands pas du béton.

Par Mohamed Mabkhout

Les poumons du pays souffrent aujourd'hui d'un cancer. La cause en est les nombreux chantiers de construction qui s'édifient sur des terres agricoles ou des sites naturels protégés. Des routes, des immeubles ou autres sont devenus une tumeur qui met en danger un patrimoine naturel inestimable. La Chiffa vient témoigner du calvaire dont souffrent les sites naturels du pays.

Le dédoublement de la voie nationale numéro 1 entre la Chiffa et Berrouaghia est l'exemple vivant de cette tragédie. Cet axe routier jugé important pour l'économie locale a pour objectif de désenclaver la région de Médéa et de Blida en leur assurant des moyens de communication rapides. Un projet majestueux qui promet des retombées économiques importantes pour la région, mais à quel prix ?

Des arbres centenaires, de la verdure à perte de vue, de l'air pur, sont les principales caractéristiques du site de la Chiffa. Ici les habitués des lieux viennent,



Photo: Mohamed M.J. A.

de temps à autre, se rafraîchir dans les eaux de l'oued durant la période estivale. Ses gorges offrent aux passagers un lieu de répit où le singe magot se mani-

fest occasionnellement pour visiter les nouveaux arrivés. Les engins de construction, les grues et les brise-roches transforment radicalement ce décor

paradisique en un cauchemar. Une nature à l'état sauvage est aujourd'hui frappée de plein fouet, à cause de l'avancée à grands pas des grues et les

engins de construction. Les routes et les immeubles à édifier sont devenus des menaces réelles sur un patrimoine naturel classé.

Dans ces régions en danger, les chantiers semblent tout emporter sur leur chemin sous prétexte de développement. Comme partout ailleurs en Algérie, le respect des sites naturels reste le dernier souci dans le classement des priorités. Chose constatée par la présence d'une armada de brises-roches et d'engins de construction. Résultat : l'air propre et la tranquillité ont disparu laissant place à la poussière. A cette situation déplorable d'une nature agonisante, s'ajoutent les nombreux chantiers sur les terres agricoles. Alors que l'Algérie n'est toujours pas un pays autosuffisant, les immeubles englobent à chaque fois des lots de terres arables et portent ainsi préjudice au secteur de l'agriculture. Alors que le pays est majoritairement désertique. L'espace chagrin des sites naturels est en danger en raison des nombreux chantiers sur des terres agricoles. Alors que la verdure perd du terrain, les engins de construction continuent leur avancée. M. M.

Le président malien aujourd'hui à Alger

Des relations qui gagnent en intensité et volonté d'aller de l'avant

Les relations historiques qu'entretiennent l'Algérie et le Mali, dont le président Ibrahim Boubacar Keita effectuera à partir d'aujourd'hui une visite de travail et d'amitié à Alger, ont connu une dynamique soutenue au cours de ces dernières années. Cette visite «confortera une longue tradition de fraternité, de solidarité, de coopération et de bon voisinage, qui existe entre l'Algérie et le Mali», avait indiqué un communiqué de la présidence de la République. Les entretiens qu'auront à cette occasion les présidents Abdelaziz Bouteflika et Ibrahim Boubacar Keita «leur permettront d'échanger leurs vues sur les questions régionales et internationales, au

premier chef desquelles la mise en œuvre de l'Accord d'Alger pour la paix et la réconciliation au Mali et au bénéfice de ses voisins ainsi que de la sécurité dans la sous-région», avait ajouté la même source. En effet, les relations algéro-maliennes ont connu ces dernières années un développement sans précédent, marqué notamment par le rôle central de l'Algérie dans la conclusion de l'accord de paix et de réconciliation pour un règlement pacifique de la crise au Mali. Au lendemain de la signature de cet accord, le président malien avait fait part de l'engagement de son pays à déployer toute son énergie pour le retour de la paix et de la stabilité «afin

que le monde retiennent que l'Algérie n'a pas œuvré en vain». «Nous ferons tout pour réussir en vue du rétablissement de la paix, de la stabilité et de la prospérité au Mali et que le monde et l'histoire retiennent que l'Algérie n'a pas œuvré en vain», avait-il souligné. Evoquant les relations algéro-maliennes, M. Keita avait déclaré que les deux pays «ont un avenir de coopération très brillant, stratégique, tourné vers la stabilité et le développement, à l'image de ses deux peuples qui veulent la paix». L'accord de paix et de réconciliation au Mali a été conclu après cinq rounds de dialogue, engagé en juillet 2014, sous la conduite de la médiation internationale, dont l'Algérie était

le chef de file. L'Algérie et le Mali ont affiché en de multiples occasions leur volonté commune d'aller de l'avant sur la voie du développement et de la diversification de leur coopération bilatérale. L'évolution des relations entre Alger et Bamako est ponctuée par l'échange de visites au plus haut niveau des deux Etats, en vue de consolider cette relation d'amitié séculaire et ouvrir de nouvelles perspectives d'une coopération diversifiée. Les deux pays avaient décidé de mettre en place de nouveaux mécanismes dans le cadre du renforcement de leur coopération bilatérale, à travers la création d'un comité bilatéral chargé de suivre la mise en œuvre des décisions liées au

règlement pacifique du conflit du nord du Mali. Ils avaient convenu également de l'élaboration et de la mise en œuvre d'arrangements de sécurité commune, prenant en considération le renforcement de la coopération militaire, sécuritaire et la lutte contre le terrorisme et le trafic. Il a été, aussi, question de la mise en place d'un «programme spécial» de développement économique des régions du nord du Mali et des zones frontalières des deux pays et de réaliser un «programme spécial» d'appui humanitaire au bénéfice, notamment, des populations affectées des régions des deux pays.

Samy K.

Clôture de l'université d'été de l'Unfa

Renforcer l'unité nationale

Les participantes à l'université d'été de l'Unfa ont réitéré, à Jijel, leur détermination et leur implication dans la défense de l'Algérie et appelé au renforcement de l'unité nationale. Les militantes ont particulièrement souligné l'intérêt et l'importance accordés par le président de la République, Abdelaziz Bouteflika, à la promotion, l'émancipation et l'insertion de la femme algérienne. Un vibrant hommage a été également rendu à l'Armée nationale populaire (ANP) et à l'ensemble des services de sécurité

pour la défense et la sécurité du pays. Dans leurs recommandations finales adoptées à main levée, les participantes à cette 7^e université d'été ont également souligné la nécessité de renforcer le volet de l'alphabetisation et de la formation des femmes, celui de la solidarité nationale et salué les efforts du gouvernement pour l'application du programme d'action présidentiel. L'accent a été par ailleurs mis sur la nécessité de produire et de consommer davantage algérien et de promouvoir l'économie familiale, fac-

teur non négligeable dans la macro-économie nationale. Lors de son discours de clôture, la secrétaire générale de l'Unfa, Nouria Hafsi, a souligné qu'en organisant cette université à Jijel, l'organisation féminine entend, à travers ce défi, rendre un hommage à cette wilaya et à sa population. Elle a saisi l'occasion pour rappeler à l'assistance le nom de feu Lahziel Farida, native de Jijel et militante émérite de l'Unfa. Quelque six cents participantes venues de 46 wilayas du pays ont pris part aux travaux de cette uni-

versité d'été qui a eu pour cadre le pôle universitaire de Tassoust, à une dizaine de km à l'est du chef-lieu de wilaya. Cette rencontre a été une «parfaite réussite», ont indiqué plusieurs participantes dont nombre d'entre elles foulent pour la première fois le sol des Kotama. L'ordre du jour de ces assises organisées sous le slogan «la femme algérienne, partenaire actif dans le renforcement de l'unité nationale» a comporté une série d'activités et de conférences axées notamment sur la lutte contre la violence, la bonne

gouvernance, la protection de l'enfant, la santé de la femme, la culture, les nouvelles technologies de l'information et de la communication, a-t-on appris des organisatrices. Outre l'organisation d'expositions dans cette université, les militantes de l'Unfa ont été conviées à des excursions pour la découverte de la corniche jijelienne, qui connaît un rush de plus de huit millions d'ustivants, selon un décompte provisoire de la Protection civile.

Amel F./APS

Bourse mondiale

Wall Street veut se remettre de sa semaine agitée

■ Après avoir conclu en hausse une semaine d'instabilité comme elle n'en avait plus connue depuis plusieurs années, Wall Street va se chercher des bases plus solides en se tournant vers l'économie américaine, en premier lieu les chiffres mensuels sur l'emploi.

PH. > D. R.



Par Ahmed O.

Lors des cinq dernières séances, l'indice vedette Dow Jones Industrial Average a pris 1,11% à 16 643,01 points, et le Nasdaq, à dominante technologique, 2,60% à 4 828,65 points.

L'indice élargi S&P 500, considéré comme le plus représentatif par de nombreux investisseurs, a avancé de 0,91% à 1 988,87 points.

Derrière ces variations hebdomadaires relativement réduites, les indices ont enregistré des fluctuations sans précédent depuis la chute des Bourses de l'été 2011, non seulement d'une séance à l'autre mais surtout au cœur d'une même journée. Le Dow Jones a ainsi momentanément cédé plus de 1 000 points et près de 7% pendant la séance de lundi. Au-delà de 2011, «c'était une des semaines les plus instables et les

plus éprouvantes depuis 2007, début de la dernière grande crise économique en date», a reconnu Hugh Johnson, de Hugh Johnson Advisors. «Une des certitudes, c'est que tout le monde est épuisé !» Comme les Bourses européennes, Wall Street a été éprouvée par la chute des marchés chinois, où la place shanghaienne a abandonné près de 40% depuis juin, et plus largement par les inquiétudes pour la seconde économie du monde. Le choc était particulièrement violent pour la Bourse de New York, déjà mise à rude épreuve en fin de semaine précédente, car elle était restée calme depuis le début de l'année et avait par exemple peu subi de contrecoups des incertitudes autour de la Grèce, contrairement aux places européennes. Toutefois, «les marchés, qui étaient glacials en début de semaine et prêts à annuler leurs plans pour le week-

end, sont presque baignés par le soleil vendredi après une deuxième partie de semaine en forte hausse», ont ironisé les experts de Commerzbank. «Autour du barbecue, on va évoquer les zigzags de titres comme JPMorgan ou General Electric, qui ont chacun perdu un cinquième de leur valeur pour mieux achever la semaine dans le vert».

Flou complet sur la Fed

L'interprétation à donner de ce rebond, «c'est "même s'il faut vous inquiéter de la Chine, il ne faut pas trop vous inquiéter"», a estimé M. Johnson. «On devra toujours se préoccuper d'une contagion des problèmes chinois, mais je ne pense pas que la situation de fond de l'économie ait changé aux Etats-Unis et dans le monde».

En ce sens, les investisseurs, à la recherche d'éléments plus concrets, vont se retourner sur

l'économie américaine, avec des chiffres sur les ventes automobiles en août, mardi, un indice sur l'activité dans les services, jeudi, et, surtout, les chiffres mensuels sur l'emploi américain, publiés vendredi par le gouvernement.

Ce chiffre sera «la principale chose à regarder la semaine prochaine», a jugé Tom Cahill, de Ventura Wealth Management. «Les indicateurs de cette semaine, que ce soit sur le produit intérieur brut (PIB), l'immobilier ou les dépenses des ménages, ont tous témoigné d'une économie qui avance à un bon rythme au troisième trimestre».

«Mais ce sont les chiffres sur l'emploi qui seront importants, dans l'idée qu'ils pousseront la Réserve fédérale dans un sens ou l'autre avant sa réunion de septembre», a-t-il ajouté.

Les investisseurs se demandent si la banque centrale américaine va relever ses taux, actuellement presque nuls, à l'occasion de sa réunion monétaire des 16 et 17 septembre, et l'instabilité des dernières séances rend encore plus incertaines les intentions de la Fed sur le retrait de cet important soutien à l'économie. Comme tous les ans, la Fed a réuni à Jackson Hole (Wyoming) des responsables des principales banques centrales mais, en l'absence de sa présidente, Janet Yellen, les investisseurs en attendent peu de réponses, le numéro deux de l'institution, Stanley Fischer, s'étant contenté de rapporter qu'aucune décision n'avait encore été prise sur les taux. A la Bourse, «ce sera une semaine instable, moins que celle écoulée, mais par rapport à la normale», a conclu M. Cahill, notant le niveau élevé de l'indice VIX de la volatilité, surnommé l'indice de la peur. **A.O./Agences**

Banques Ouverture de la première agence spécialisée en finance islamique en France

NOORASSUR, start-up spécialisée dans la finance islamique, indique vendredi avoir ouvert sa première agence en région parisienne et vise l'ouverture d'une vingtaine d'agences en France courant 2016. Selon la jeune pousse, c'est la première agence dédiée à la finance islamique ouverte en France.

Ce type de finance, qui respecte la loi islamique (charia), interdit notamment la spéculation, le recours aux taux d'intérêt, qui sont assimilés à l'usure, les produits ayant une incertitude excessive ou les investissements considérés comme nuisibles à la société (tabac, alcool, armement, pornographie ou jeux d'argent).

Créée en 2012, Noorassur qui proposait jusqu'ici ses services uniquement sur internet, revendique 7 millions d'euros d'épargne collectée.

Elle revendique 3 000 (95% de particuliers et 5% d'entreprises) dont 15% ne sont pas musulmans, précise Mourad Chabchoub, directeur du développement.

«NoorAssur répond à l'attente de la clientèle par l'ouverture d'une 1^{re} agence en région parisienne à Chelles (Seine-et-Marne)», indique la fondatrice Sonia Marjij dans un communiqué, qui précise que l'agence intègre une salle de prière. «NoorAssur offre une alternative à la finance conventionnelle, la finance islamique ne s'adressant pas uniquement aux musulmans, mais aussi à tous ceux qui souhaitent investir, épargner ou s'assurer autrement», précise le communiqué. «La finance islamique est un compartiment de la finance responsable, non-spéculative et éthique, l'éthique n'ayant ni couleur, ni religion», poursuit l'entreprise.

NoorAssur a appuyé son développement sur un réseau d'une centaine de courtiers indépendants. Cette première agence en nom propre a été ouverte en franchise. Le groupe ne propose pour l'instant que des produits de placement et des assurances (montés en partenariat avec l'assureur Swiss Life) mais vise la mise en place de comptes courants en 2016. Sur le site de NoorAssur, les clients peuvent souscrire à des produits d'épargne classiques (logement, étude, retraite) et à d'autres plus spécifiques (épargne mariage, épargne pèlerinage). Les investisseurs ont également accès à un onglet «crowdfunding (financement participatif) halal».

R.E.

Pendant les 10 prochaines années

La consommation mondiale de viande continuera à progresser

La consommation mondiale annuelle de viande devrait continuer à progresser dans les dix prochaines années, tirée par les pays émergents, ont indiqué des chercheurs lors du 61^e Congrès international des sciences et technologies des viandes, qui s'est achevé à Clermont-Ferrand en France.

«La tendance attendue est une augmentation de la consommation mondiale de viande de 1,6% par an lors des dix prochaines années», a indiqué lors d'une conférence l'agronome belge Erik Mathijs, citant des chiffres récents de l'Organisation des Nations unies

pour l'alimentation et l'agriculture (FAO). En cinquante ans, la consommation de produits carnés (viande fraîche, charcuterie, plats surgelés, conserves) a presque doublé dans le monde, passant de 23,1 kilos par personne et par an en 1961, à 42,2 kilos en 2011. «Au cours des 20 dernières années, les pays émergents ont connu une révolution de l'élevage qui a conduit à une hausse de la consommation en viande, en particulier de porc et de volaille», a expliqué Pierre Sans, chercheur associé à l'Inra Aliss (Alimentation et Sciences sociales) d'Ivry-sur-Seine. Dans les prochaines années, les pays

émergents devraient continuer de tirer vers le haut une consommation mondiale, qui s'est tassée dans les pays les plus développés (Europe de l'Ouest, Amérique du Nord, Japon). Les principales raisons : «Le prix unitaire élevé de la viande» dans un contexte de crise économique et la «prise de conscience des consommateurs» en matière de bien-être animal et de nutrition notamment. Autre incertitude : le changement climatique, dont l'un des premiers responsables est l'élevage, rappelle Erik Mathijs, qui enseigne à l'Université catholique néerlandophone de Louvain. «Les négoc-

iations (visant à un accord pour lutter contre le changement climatique) porteront nécessairement sur la réduction de la production et de la consommation de viande», a-t-il prédit. Environ 500 scientifiques et professionnels de la viande étaient réunis dans la capitale auvergnate pour partager leurs connaissances en matière de prospectives et d'environnement, de production et de technologies, de nutrition et de santé.

Le congrès, qui se tient chaque année dans un pays différent aura sa prochaine édition en 2016 à Bangkok (Thaïlande). **R.G.**

Lutte antiterroriste

Un terroriste éliminé et des munitions récupérées à Sidi Bel-Abbès

■ *Un terroriste a été éliminé et des munitions ont été récupérées suite à une embuscade tendue vendredi à Sidi Bel-Abbès par un détachement des troupes spéciales de l'Armée nationale populaire (ANP), indique un communiqué du ministère de la Défense nationale (MDN).*

Par Yanis T.

« **G**âce à l'exploitation de renseignements, une embuscade tendue par un détachement des troupes spéciales de l'Armée nationale populaire (ANP), relevant du secteur opérationnel de Sidi Bel-Abbès (2^e Région militaire) a permis d'éliminer un terroriste, hier 28 août 2015 à 16h00, au lieu-dit Moulay Slissen», précise le MDN. «Il

s'agit du dangereux criminel Abdou Chikh, dit Talha, ayant rejoint les groupes terroristes en 1993», ajoute la même source. «L'opération s'est soldée par la récupération d'un pistolet mitrailleur de type kalachnikov et de deux chargeurs garnis», relève-t-on. Par ailleurs, 64 contrebandiers de nationalités africaines ont été arrêtés à Bordj Badji Mokhtar et In Guezam par des éléments de l'Armée nationale populaire (ANP) qui ont également saisi un véhicule et des quantités de produits destinés à la contrebande, indique le communiqué.

«Des détachements de l'Armée nationale populaire relevant des secteurs opérationnels de Bordj Badji Mokhtar et de In Guezam (6^e Région militaire), ont, le 28 août 2015, et dans des opérations distinctes, appréhendé



(64) contrebandiers de différents nationalités africaines», précise le MDN. «Un véhicule tout-terrain, chargé d'une quantité de (165)

tonnes de sucre, (15) marteaux piqueurs, (20) groupes électrogènes, (13) téléphones portables et une somme d'argent s'élevant

à (11.000) DA, ont par ailleurs été saisis», ajoute la même source.

Y. T. / APS

Découverte de deux ateliers de fabrication de bombes artisanales à Jijel

Une casemate et deux ateliers de fabrication de bombes artisanales ont été découverts, jeudi, suite à une opération de ratissage menée dans la localité d'El-Aouana, dans la wilaya de Jijel, par un détachement de l'Armée nationale populaire (ANP) qui a également récupéré une quantité d'armes et d'explosifs, indique un communiqué du

ministère de la Défense nationale. «Dans le cadre de la lutte antiterroriste et en continuité de l'opération de recherche et de ratissage dans la localité d'El-Nechma à El-Aouana dans la wilaya de Jijel (5^e Région militaire), un détachement de l'Armée nationale populaire a découvert, le 27 août 2015, une casemate, deux ateliers de fabrication de

bombes artisanales et deux lance-missiles artisanaux». L'opération a permis également de récupérer «deux fusils de chasse, une grenade artisanale antipersonnel, 30 kg de TNT, 10 kg de poudre noire, des produits liquides chimiques pour la fabrication d'explosifs et trois groupes électrogènes», précise la même source. Y.T.

Destinées aux enfants et adolescents autistes

Ouverture à Constantine de 4 classes à la rentrée scolaire

Quatre classes destinées aux enfants et adolescents autistes seront ouvertes à la prochaine rentrée scolaire (2015-2016) dans les centres psychopédagogiques des enfants en difficulté mentale à Constantine, a-t-on appris auprès de la direction locale de l'action sociale (DAS). Selon la même source, cette mesure qui intervient en application de l'instruction de la ministre de la Solidarité nationale, de la Famille et de la Condition de la femme relative aux espaces adéquats pour les enfants adolescents autistes au regard du nombre croissant d'autistes, vise notamment à assurer une prise en charge appropriée, un bon accompagnement à cette catégorie par un comité pluridisciplinaire ainsi qu'à alléger les souffrances des parents en attendant la création de centres spécialisés. Les éducateurs des centres psychopédagogiques des enfants en difficulté mentale que devront abriter les quatre classes (Daksi 1 et 2, Ali-Mendjeli et Didouche-Mourad) ont suivi une formation spécialisée pour assurer leur encadrement. Le staff des encadreurs est composé de psychologues cliniciens, orthophonistes, rééducateurs, spécialistes et médecins. Les espaces et tous les moyens nécessaires seront mis à la disposition des spécialistes pour une scolarisation normale de ces enfants adolescents qui trouvent souvent des grandes difficultés d'intégration dans les écoles ordinaires R.N.

Littoral de Boumerdès

Plus de 12 millions d'estivants déjà enregistrés

Plus de 12 millions d'estivants ont parcouru les plages de Boumerdès depuis l'ouverture de la saison, a indiqué le chargé de communication à la Protection civile de Boumerdès sur les ondes de la radio locale. Si le chiffre arrive à se confirmer, le record enregistré aux débuts des années 90 est égalé et sera battu dans la mesure où la saison estivale n'est toujours pas clôturée. Le même responsable a ajouté que Boumerdès par ce nombre impressionnant se classe à la deuxième place de l'affluence derrière la wilaya d'Oran qui a enregistré 15 millions d'estivants, s'est-il félicité. Les plages qui ont connu des affluences importantes sont incontestablement Boumerdès, Corso, Seghirat (Thénia), Zemmouri et Cap-Djinet, Dellys et la nouvelle plage de Sidi Daoud fermée jadis au public pour raison de sécurité. Selon le directeur du tourisme et de l'artisanat, Zoulim Nour, cette dernière a accueilli, à elle seule plus d'un million d'estivants.

Les statistiques indiquent que les populations d'estivants émanent, généralement, des régions du centre du pays, Tizi-Ouzou, Bouira, Blida, Alger, M'sila et même de Bordj Bou-Arrerdj et Sétif. Ils affluent sur les

plages de Boumerdès, notamment les week-ends où toutes les commodités sont réunies. Le complexe tourisme «Adim», les camps de toile Ezzitouna et Ennakhla dans la région de Zemmouri, pour ne citer que ces derniers, affichent complet. L'entretien des plages engagé par les municipalités, les parkings bien qu'ils soient payants, la sécurité sur les sites, sont des facteurs prépondérants qui ont encouragé les estivants à affluer vers Boumerdès. Par ailleurs, cette affluence record s'explique par les moyens mis en place par la direction du tourisme et de l'artisanat et le nombre de plages en hausse qui a atteint 35 plages homologuées et autorisées à la baignade.

46 milliards de centimes débloqués pour la saison estivale

Le directeur du tourisme et de l'artisanat, Zoulim Nour, a indiqué que des moyens colossaux ont été alloués par les pouvoirs publics et estimés à 46 milliards de centimes. Il a précisé que 25 milliards de centimes du secteur sont destinés pour les travaux

d'aménagement de 12 plages, 6 milliards de centimes prélevés du budget de wilaya, 8 milliards des fonds de collectivités locales et près de 7 milliards du PCD, soit une enveloppe budgétaire de 800 millions de centimes allouée à chaque commune du littoral au nombre de 9 (Boudouaou El Bahri, Corso, Boumerdès, Thénia, Zemmouri, Cap Djinet, Sidi Daoud, Dellys et Afir) pour les travaux d'entretien des plages et l'aménagement des parkings. Zoulim Nour n'a pas manqué de rappeler que toutes plages (35) ont été équipées en sanitaires (WC et douches). Selon lui, 18 cabines et 35 types de douches ont été installées. Outre ces dernières, il a signalé l'implantation des miradors au niveau des plages pour la surveillance. Pour notre interlocuteur, la saison estivale 2015 est une réussite à tous les niveaux. Ainsi, par cette affluence qui dépasse les 12 millions d'estivants, Boumerdès confirme sa vocation à caractère touristique et rivalise avec les autres wilayas du pays, à savoir Oran, Mostaganem et Ain Témouchent qui restent les plus fréquentées et attirent annuellement des millions d'estivants.

A. Kichni

Contrebande

Saisie d'une importante quantité de carburant à Bordj Badji Mokhtar

Un détachement de l'Armée nationale populaire (ANP) relevant du secteur opérationnel de Bordj Badji Mokhtar a saisi, jeudi, une importante quantité de carburant et de denrées alimentaires destinés à la contrebande, indique un communiqué du ministère de la Défense nationale. «Dans le cadre de la sécurisa-

tion des frontières et de la lutte contre la contrebande et la criminalité organisée, un détachement relevant du secteur opérationnel de Bordj Badji Mokhtar (6^e Région militaire) a saisi, le 27 août 2015, un véhicule tout-terrain et un camion chargé d'une quantité de 4 000 litres de carburant, 7 200 litres d'huile de table

et de plus de 9 tonnes de denrées alimentaires destinés à la contrebande», relève la même source.

«Dans le même contexte, et au niveau de la 4^e Région militaire, deux détachements de l'Armée nationale populaire relevant des secteurs opérationnels de Ghardaïa et d'El Oued ont

arrêté, dans deux opérations distinctes les 26 et 27 août 2015, deux immigrants clandestins, saisi une somme d'argent s'élevant à 86 500 DA et 6 490 comprimés de médicaments et ont aussi arrêté deux contrebandiers en leur possession 3 200 paquets de cigarettes», ajoute le communiqué. F.G.

Akbou/Béjaïa

Le marché de gros reprend son activité à la satisfaction du consommateur

■ Fermé depuis plusieurs jours par des riverains, le marché de gros des fruits et légumes sis au lieudit «Bouyizène» à quelques centaines de mètres de la RN 26 dans la commune d'Akbou a repris son activité depuis mercredi dernier après un accord entre les autorités et les protestataires, intervenus à l'issue d'une réunion qui a duré plusieurs heures.



Par Hocine Cherfa

Un accord est intervenu portant sur la prise en charge des revendications soulevées par les mécontents dont l'interdiction de passage des poids lourds par la route de l'école Hibouche vers le marché avec l'installation d'un panneau d'indication de sens interdit, la réalisation d'un réseau de voirie et un nouveau réseau d'assainissement, un nouveau réseau d'AEP, un stade pour le sport de proximité, le réaménagement de la route dégradée par le passage incessant des camions lourds, le respect des horaires de travail par les commerçants grossistes qui gênent les habitants par leur activité qui débute très tôt le

matin, la fin du squatt des trottoirs, l'hygiène et nettoyage et collecte d'ordures dans le quartier, le curage des avaloirs, l'installation d'un nouveau transformateur électrique pour mettre fin aux chutes de tension électrique, etc... Ainsi, les riverains se sont réunis avec le chef de daïra, les adjoints au maire, les services de l'hydraulique, les services techniques de l'APC et les services de sécurité afin de dégager des solutions aux revendications soulevées. Une commission mixte a été installée et va se réunir avec les riverains et plancher sur les solutions. Celle-ci s'est rendue sur le terrain et va le faire encore pour lancer des réflexions puis des études et débloquent par la

suite les fonds ou les enveloppes nécessaires pour mener ces opérations dans le but d'améliorer le cadre de vie des citoyens comme réclamé. Pour ce qui est des horaires d'ouverture des commerces de gros, «il est convenu que ces derniers ouvriront désormais leurs magasins à 5h du matin et les fermeront à 15h», nous dira Aziz Hamimi l'un des riverains et représentant du comité de quartier. Enfin, le marché de gros a rouvert ses portes mercredi dernier au grand bonheur du consommateur, des commerçants et marchands de fruits et légumes dont l'activité était paralysée à cause de l'approvisionnement en fruits et légumes au courant de la semaine passée. Pour

rappel, cette action a paralysé le marché de gros des fruits et légumes et a provoqué une hausse des prix des produits agricoles pendant plusieurs jours au point où le prix de la courgette a atteint les 160 DA, la carotte 120 DA, la laitue 200 DA, la pomme de terre 60 DA. Les prix des fruits dont la pomme, les poires, la banane ont doublé aussi. Selon l'adjoint au maire Arezki Iskounène «le marché a repris son activité depuis mercredi matin et chacune des parties concernées, l'hydraulique, la SDE (ex-Sonelgaz), l'APC et les services de sécurité va jouer son rôle et prendra en charge les revendications relevant de son secteur d'intervention».

H.C.

Guelma

Entrée en exploitation de la ligne de transport Guelma-Boumahra Ahmed

La ligne de transport Guelma-Boumahra Ahmed est entrée en exploitation jeudi, servie par les bus de l'établissement de transport urbain et suburbain de la ville de Guelma, au grand bonheur des citoyens, a-t-on constaté. Cette mesure appliquée avec la collaboration des services de la direction locale des transports intervient en réponse

aux doléances des citoyens, a précisé le directeur de cet établissement Fatah Hamidi. La création de cette nouvelle ligne de transport a été effectuée parallèlement au renforcement du parc de cet établissement par 10 nouveaux bus dont 4 ont été réservés à cette ligne, selon le même responsable. Cinq lignes sont actuellement exploitées par cette

entreprise de transport qui disposait auparavant de 20 bus, a-t-il fait savoir. L'établissement de transport urbain et suburbain de la ville de Guelma qui veille depuis sa création en août 2012 à assurer le transport des citoyens dans de bonnes conditions compte 106 travailleurs, a-t-on signalé.

N.G.

Mascara

286 millions DA pour réhabiliter les établissements scolaires

Une enveloppe de l'ordre de 286 millions DA a été dégagée par l'APC de Mascara pour entreprendre des travaux de réhabilitation d'établissements éducatifs et préparer la prochaine rentrée scolaire. Le responsable des travaux de cette assemblée élue, Hezouti Nasreddine, a indiqué que les travaux de réhabilitation de certains établissements scolaires ont pris fin et que ces infrastructures sont prêtes à accueillir, le 6 septembre prochain, les élèves. Parmi les projets achevés figurent les travaux d'aménagement de 8 cours d'école pour un montant de 49 millions DA, les travaux d'étanchéité de 9

établissements pour un montant de 41 millions DA, les travaux concernant divers aménagements dans plusieurs établissements pour une enveloppe de 56 millions DA et enfin les travaux de rénovation des blocs sanitaires de 4 établissements pour une enveloppe de 8 millions DA. Par ailleurs, d'autres travaux seront lancés prochainement, a déclaré la même source. Ils concernent la réhabilitation de 10 écoles primaires pour un montant de 13 millions DA et l'aménagement de 3 cours d'école pour une enveloppe de 19 millions DA. Le budget communal complémentaire de l'année 2015 prévoit

l'installation de chauffages dans les écoles pour un montant de 66 millions DA et des travaux de ravalement de plusieurs établissements pour un coût de 30 millions DA. D'autre part, les membres de l'APC de Mascara ont voté, mardi, pour une enveloppe de 7 millions DA pour l'acquisition de 3 600 trousseaux scolaires destinés aux élèves issus de familles démunies. Une autre subvention de 10 millions DA a été adoptée pour l'achat de fournitures et équipements de bureau au profit des directeurs des 54 écoles primaires que compte la commune.

Lamine D./APS

Aéroport de Ouargla Départ du 1^{er} contingent de pèlerins du Sud-est

LE PREMIER CONTINGENT de pèlerins des wilayas du Sud-est du pays s'est envolé, vendredi en fin d'après-midi, depuis l'aéroport de Ouargla, à destination de Médine (Arabie saoudite), pour accomplir le devoir du hadj, cinquième pilier de l'Islam. Composé de 260 personnes, ce groupe de pèlerins a été salué à son départ par les autorités de la wilaya, en présence du directeur général de l'Office national du hadj et de la omra, Youcef Azzouza, après avoir accompli les formalités de voyage d'usage (police, douanes, santé, Air Algérie), a-t-on constaté. Ce contingent est le premier de neuf groupes, totalisant 2 319 pèlerins des wilayas de Ouargla, Tamanrasset, Illizi, Ghardaïa et El-Oued, programmés au départ de Ouargla sur des appareils de la compagnie nationale Air Algérie, et ce, sur la période allant du 28 août au 7 septembre prochain. Les vols retour, organisés dans les mêmes conditions, à savoir neuf vols programmés depuis l'aéroport de Djeddah (Arabie saoudite), vers celui de Ouargla, s'effectueront, à raison de 253 à 260 passagers par vol, sur la période allant du 30 septembre au 9 octobre prochain, selon les représentants de la compagnie nationale Air Algérie. Les directions des affaires religieuses et des wakfs des wilayas concernées avaient initié au profit des pèlerins des rencontres de sensibilisation et d'orientation sur les modalités, théoriques et pratiques du hadj, pour un bon accomplissement des rites de ce devoir religieux.

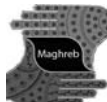
R.R.

Jijel

455 baigneurs en danger secourus

455 Baigneurs en danger en mer ont été secourus sur les différentes plages de la corniche jijelienne par les éléments de la Protection civile de la wilaya, au cours de la période allant du 16 au 22 août dernier, a-t-on appris auprès de la cellule de communication de ce corps. Sur les 582 interventions réalisées sur les 22 plages surveillées et autorisées à la baignade, 72 personnes ont été soignées sur place et 65 autres transférées vers les unités de soins. Au cours de cette période, la Protection civile a enregistré un total de 1 066 interventions, selon un bilan périodique qui fait état de l'évacuation de 279 personnes vers des établissements sanitaires de la région. Par ailleurs, en matière d'accidents de la route, 61 interventions dans 33 accidents ont fait 55 blessés, alors que sur le front des incendies, les pompiers ont, lors de 48 interventions, maîtrisé 45 incendies ayant détruit 45 hectares de différentes essences (broussailles, maquis), a encore précisé le chargé de communication de la Protection civile.

S.Y.



Nouvel épisode de la crise migratoire en Libye

Au moins 105 corps sans vie récupérés

■ Les autorités libyennes ont annoncé vendredi avoir retrouvé les corps sans vie de 105 migrants rejetés sur le rivage après le naufrage de leur bateau jeudi au large de la ville portuaire de Zouara.

Par Souhila K./Agences

Les secours ont réquisitionné des bateaux de pêche et des canots pneumatiques pour tenter de retrouver des survivants et de ramener les corps sur la terre ferme, selon les autorités qui ont dit craindre que près d'une centaine d'autres migrants aient coulé avec le navire. «Nous faisons comme nous pouvons. Certains pêcheurs nous aident avec leurs bateaux», a déclaré Ibrahim al Attouchi, un responsable du Croissant-Rouge libyen à Zouara. A la mi-journée, 198 migrants avaient pu être secourus, ont indiqué les autorités.

Environ 400 migrants se trouvaient à bord de l'embarcation lorsqu'elle a chaviré et un grand nombre d'entre eux semblent avoir été pris au piège dans la cale, selon un responsable des services de sécurité de Zouara cité par des médias. Il a ajouté que 147 survivants ont été conduits vers un centre de rétention pour migrants illégaux situé à Sabratha, à l'ouest de Tripoli, relevant que les personnes qui se trouvaient à bord du bateau venaient d'Afrique subsaharienne, du Pakistan, de Syrie, du Maroc et du Bangladesh. Un des rescapés du naufrage, Ayman Talaal, originaire de Syrie, a expliqué dans un témoignage à des correspondants de presse que «les trafiquants avaient contraint les réfugiés à embarquer dans un bateau en mauvais état». «On nous a forcés à emprunter cette route», a-t-il expliqué. «On l'appelle le cimetière de la Méditerranée». Zouara, proche de la frontière tunisienne, est l'un des principaux points de départ de migrants de Libye vers l'Italie.

600 000 réfugiés attendent en Libye de pouvoir émigrer en Europe

Selon des statistiques début août, 600 000 réfugiés attendent actuellement en Libye de pouvoir émigrer en Europe. Ils représentent trois années de migration, au rythme actuel des événements. Une poussée migratoire intense, auquel le Vieux continent n'était pas préparé. Alors que l'Europe politique peine à apporter des solutions efficaces et solidaires à cette crise, les extrêmes, eux, prospèrent aux quatre coins de l'Union. Quant aux migrants en quête d'une vie meilleure, ils continuent à s'entasser par centaines de milliers dans des camps de fortune, souvent au péril de leur vie. En 2014, plus de 600 000 réfugiés ont demandé l'asile en Europe, c'est 45% de plus que l'année précédente. Leurs principaux pays d'origine sont la Syrie, l'Erythrée, l'Afghanistan et le Mali.



Ph. : DR

Plusieurs événements régionaux ont conduit au pic migratoire auquel nous assistons aujourd'hui. La Syrie, ravagée par la guerre et par la montée en puissance du groupe terroriste «Daech» sur ses terres, s'est également transformée en pourvoyeuse de migrants à grande échelle. Les réfugiés syriens sont en effet les principaux demandeurs d'asile en Europe, depuis deux ans.

Un autre épisode dans la série de drames des réfugiés

Le drame de jeudi au large des côtes libyennes est un autre épisode dans l'histoire des naufrages de migrants en Méditerranée. Ces personnes «en détresse» ou fuyant une situation de conflit ou de crise dans leur pays arrivent le plus souvent de pays du Moyen-Orient comme la Syrie et l'Irak en conflit armé, ou d'Afrique comme la Somalie, ou d'Afghanistan, et ce, à la conquête de l'Europe où ils s'attendent à de meilleures conditions de vie et où ils comptent obtenir l'asile. Mais avant même d'y accéder ils sont confrontés à des politiques migratoires parfois dilatoires et surtout à des passeurs de différentes nationalités qui leur extirpent des sommes colossales, et qui dans la plupart du temps les laissent livrés à leur sort en mer. Au total, plus de 300 000 migrants ont traversé la Méditerranée depuis janvier, et plus de 2 500 personnes sont mortes en mer après avoir tenté de rallier l'Europe, environ 200 000 ayant atteint la Grèce et 110 000 l'Italie, contre quelque 219 000 en 2014, a expliqué une porte-parole du HCR, Melissa Fleming, lors d'un point de presse. Par ailleurs, quelque 2 500 migrants ont péri lors de cette traversée, a-t-elle dit, précisant que ce chiffre ne comprenait pas les morts et portés dispa-

rus au large de la Libye jeudi. Il est à souligner que l'Italie et la Grèce, deux pays submergés par des flots de migrants depuis le début de l'année 2015, sont les points d'entrée «populaires». La petite île grecque de Kos reçoit jusqu'à 300 migrants par jour ! Mais d'autres points chauds commencent à

émerger. Les îles Canaries territoire espagnol – sont ainsi très prisées par les migrants, tout comme le sud de l'Espagne. Une voie terrestre existe aussi à l'est de l'Europe (depuis les Balkans, la Turquie, l'Ukraine, etc.), mettant sous pression des pays comme la Hongrie ou l'Autriche.

L'émissaire de l'ONU veut accélérer les négociations pour un accord

L'ÉMISSAIRE DE L'ONU en Libye, Bernardino Leon, a appelé à une accélération des négociations en vue d'un accord pour mettre fin au conflit libyen, déplorant à l'occasion le grand nombre de migrants morts et la poursuite des combats dans le pays. M. Leon a émis l'espoir que les discussions sur la formation d'un gouvernement d'union et la finalisation des annexes de l'accord de paix «seraient achevées dans les deux semaines», ont rapporté des médias. Mais pour ce faire, il a appelé l'une des principales factions dans le conflit, le Congrès général national (CGN), le Parlement non reconnu par la communauté internationale et siégeant à Tripoli, à rejoindre le dialogue. Près de quatre ans après la chute de l'ancien régime de Muammar Kadhafi en 2011, la Libye est plongée dans le chaos avec deux Parlements – et deux gouvernements – rivaux, le CGN sous la coupe de la coalition de milices Fajr Libya qui contrôle Tripoli, et l'autre siégeant à Tobrouk (est) et reconnu par la communauté internationale. «Il faut accélérer les négociations» car la situation se détériore en Libye avec «la crise de l'immigration qui provoque un grand nombre de morts», et la poursuite des violences meurtrières dans plusieurs villes avec la montée en puissance du groupe terroriste autoproclamé EI/Daech, a indiqué M. Leon. «Le message fort que nous leur adressons est le suivant : Il faut finir les négociations, et il faut le faire maintenant», a-t-il dit à l'adresse des protagonistes libyens. Sur les 1 770 km de côtes libyennes, les départs de migrants n'ont cessé de s'intensifier d'autant que les rivalités politiques facilitent le travail des passeurs. M. Leon a ajouté que les protagonistes se pencheraient «la semaine prochaine» sur les noms des ministres appelés à faire partie du gouvernement d'union nationale, première étape en vue de mettre le pays sur la voie de la réconciliation. «Nous suivrons le mécanisme utilisé par l'Union européenne qui permet à tous de participer à cet examen», a ajouté M. Leon. Il a expliqué l'absence du CGN par la démission du chef de la délégation et d'un conseiller et par les efforts de l'institution pour «reconstituer sa délégation». Le CGN, réclamant des modifications, avait refusé de ratifier un accord «de paix et de réconciliation» conclu le 11 juillet après des mois de négociations sous l'égide de l'ONU.

S.K.

Tunisie

Approbation des 9 premiers articles de la loi sur la concurrence et les prix

L'Assemblée des représentants du peuple (ARP) a approuvé, au cours d'une séance plénière tenue vendredi à Bardo, les 9 premiers articles de la loi qui amende et complète la loi n°64 de l'année 1991 relative à la concurrence et les prix.

Une séance plénière avait été consacrée jeudi aux interventions des députés et aux réponses du ministre du Commerce, Ridha Lahouel. Le projet de loi comporte 62 articles répartis sur 5 chapitres relatifs à la liberté des prix, la concurrence, la transparence, les pratiques de monopole et les règlements relatifs aux produits et ser-

vices non soumis au régime de la liberté des prix, ainsi qu'un chapitre spécial portant sur les infractions, les sanctions et les procédures de poursuite et de conciliation. L'article 9 bis, adopté par 108 voix, stipule que le Conseil de la concurrence intervient pour examiner, lors de l'implantation d'un projet, le degré de sa conformité aux dispositions de la loi sur la concurrence. L'objectif est de garantir l'indemnisation nécessaire en cas de justification des atteintes à cette loi. Il prévoit que le Conseil de la concurrence prenne en considération, lors de l'évaluation d'un projet, la nécessité de renforcer ou de préserver

la compétitivité des entreprises nationales vis-à-vis de la concurrence internationale. Certains députés ont proposé d'amender cet article en vue de prendre en considération le pouvoir d'achat du citoyen qui souffre de la hausse des prix. Mais la plupart des députés n'ont pas approuvé cet amendement surtout que le ministre du Commerce, Ridha Lahouel, a souligné que le 1^{er} article garantit le bien-être du consommateur, et qu'il n'est pas utile de l'ajouter dans l'article 9 de cette loi.

R.M.

Soudan du Sud

Armée et rebelles ont reçu l'ordre de cesser les combats

■ Armée gouvernementale et troupes rebelles qui s'affrontent depuis 20 mois au Soudan du Sud ont reçu ordre d'arrêter les combats, dans le cadre du cessez-le-feu devant entrer en vigueur hier, au terme d'un accord de paix signé pour mettre fin à 20 mois de terrible guerre civile.

Par Ali O.

A lors que la médiation de l'Igad, organisation est-africaine regroupant Djibouti, Ethiopie, Kenya, Ouganda, Somalie, Soudan et Soudan du Sud, et le camp Machar avaient indiqué hier matin qu'aucun combat n'était signalé, les autorités sud-soudanaises ont accusé les rebelles d'avoir violé le cessez-le-feu en attaquant une position de l'armée dans le nord-est du pays. Un porte-parole de l'Igad, Hailemichael Gebreselassie, avait indiqué à l'AFP avant ces accusations que l'organisation devait contrôler la situation sur le terrain pour vérifier l'absence de combats.

L'ancien vice-président Riek Machar, chef de la rébellion qui combat depuis décembre 2013 l'armée fidèle au président Salva Kiir, a «adressé une déclaration de cessez-le-feu permanent à ses troupes la nuit dernière», a annoncé à l'AFP Nyarji Roman à Addis Abeba. M. Kiir avait signé jeudi un décret ordonnant à l'ar-



mée de cesser les hostilités à compter de vendredi 00H00 et de rester dans ses bases.

«Les rebelles ont attaqué hier (vendredi) notre position à Malakal mais ont été repoussés. Ce (hier) matin, ils ont encore attaqué Malakal», capitale de l'É-

tat pétrolier et stratégique du Haut-Nil, a affirmé à l'AFP le porte-parole du gouvernement sud-soudanais Michael Makuei, «c'est une violation du cessez-le-feu prévu par l'accord et cela doit être consigné».

Ces allégations ne pouvaient être confirmées de source indépendante.

Egalement ministre de l'Information, M. Makuei, qui dirigeait l'équipe de négociation du gouvernement lors des pourparlers à Addis Abeba, est considéré par les observateurs comme hostile à l'accord de paix, qu'il avait qualifié l'accord, de «capitulation» inacceptable.

Cet accord de paix, signé le 17 août à Addis Abeba par Riek Machar, puis mercredi à Juba par le président Salva Kiir, prévoit l'entrée en vigueur dans les 72 heures de sa signature – soit hier – d'un «cessez-le-feu permanent», mais aussi une série de

mesures de «désengagement, de séparation et de retrait des forces du théâtre des opérations» dans le même délai.

MM. Kiir et Machar étaient sous forte pression de la communauté internationale et directement menacés de sanctions. Vendredi, le Conseil de sécurité de l'ONU a de nouveau appelé vendredi à un «cessez-le-feu immédiat et permanent» au Soudan du Sud et a brandi la menace de sanctions contre ceux qui ne respecteraient pas l'accord.

Au cours des quelque 19 mois d'interminables pourparlers entre les deux camps à Addis Abeba, MM. Kiir et Machar ont signé une longue série de cessez-le-feu, systématiquement violés dans les quelques jours, voire les heures qui suivaient leur signature. Ces derniers jours, malgré la signature du texte, les deux camps s'étaient

de nouveau mutuellement accusés de lancer de nouvelles offensives.

Plusieurs importants chefs militaires de la rébellion ont récemment fait sécession, disant rejeter tout accord signé par MM. Kiir et Machar. Les autorités sud-soudanaises ont souligné que ces dissidences faisaient échapper une partie des troupes rebelles au contrôle de M. Machar et rendaient un cessez-le-feu impossible et l'accord inapplicable.

En signant l'accord M. Kiir a ouvertement fait part de sa réticence envers cette «paix imposée» et posé 16 «réserves» à diverses dispositions du texte, dont plusieurs concernant le crucial mécanisme de partage du pouvoir avec la rébellion, semant le doute sur une paix rapide au Soudan du Sud après 20 mois de terrible guerre civile.

En référence à ses réserves, le Conseil de sécurité s'est dit vendredi «préoccupé par toute déclaration, de quelque partie qu'elle vienne, suggérant un manque de volonté d'appliquer l'accord».

Le plus jeune État du monde a proclamé son indépendance en juillet 2011 après des décennies de conflit contre Khartoum. Il a replongé dans la guerre en décembre 2013, quand des combats ont éclaté au sein de l'armée sud-soudanaise, minée par les dissensions politico-ethniques alimentées par la rivalité entre MM. Kiir et Machar à la tête du régime.

Le conflit, marqué par des massacres et des atrocités, a fait des dizaines de milliers de morts et chassé quelque 2,2 millions de Sud-Soudanais de leurs foyers. **A. O.**



Points chauds

Maladresse

Par Fouzia Mahmoudi

Emmanuel Macron, jeune et fringant ministre français de l'Économie a dès sa nomination été considéré comme le chouchou de l'Exécutif qui le présentait comme un surdoué indispensable à la relève économique de la France. Et malgré plusieurs faux pas à ses débuts, François Hollande et Manuel Valls ont toujours tenu à le défendre et même à le protéger contre toute critique ou attaque, souvent venant du camp socialiste même. Mais la dernière maladresse de Macron a aujourd'hui du mal à passer, même avec ses soutiens les plus fidèles. Car le jeune ministre, cette fois-ci, a non pas fait une erreur de plus, mais bel et bien attaqué l'une des lois les plus chères à la gauche, les 35 heures. En effet, Manuel Valls a expliqué hier à La Rochelle, au lendemain d'une polémique suscitée par des déclarations du ministre Emmanuel Macron sur le temps de travail, que «quand on gouverne», «chaque mot, chaque attitude, chaque phrase, chaque acte» sont «importants». «Nous sommes une équipe gouvernementale, le rôle de ceux qui gouvernent, c'est la stabilité, c'est de protéger, de rassurer, d'indiquer le cap. Notre pays a besoin de savoir où il va», a déclaré le Premier ministre en marge de l'université d'été du PS à La Rochelle. La veille, il avait déjà assuré que les 35 heures ne seraient pas remises en cause, en dépit de déclarations critiques du ministre de l'Économie devant le Medef (le Mouvement des entreprises de France). Selon Valls, «le rôle de ceux qui gouvernent est d'apaiser et de rassembler, et ce qu'il faut, c'est que chacun soit responsable». Mais le Premier ministre n'est pas le seul à avoir condamné le «dérapiage» de Macron. De nombreuses voix se sont élevées au sein du PS après la critique directe des 35 heures par le ministre de l'Économie Emmanuel Macron jeudi devant l'université d'été du Medef, alors qu'a débuté vendredi celle du PS à La Rochelle. Jeudi, à Jouy-en-Josas, Emmanuel Macron a appelé les entrepreneurs à prendre leurs «responsabilités». Le ministre, plutôt bien accueilli, a également déclaré que «la gauche (n'était) pas exempte de critiques particulières. Elle a pu croire à un moment, il y a longtemps, que la politique se faisait contre les entreprises, ou au moins sans elles. (...) Que la France pourrait aller mieux en travaillant moins. C'étaient des fausses idées». Cette critique directe des 35 heures, déjà partagée, mais vite atténuée, au moment de sa nomination à Bercy en 2014 ne fait ainsi que creuser un peu plus l'écart entre les socialistes traditionnels et une nouvelle faction, qui se veut plus économiquement pragmatique, et qui a séduit jusque-là l'Élysée. Mais l'attaque contre les 35h représente la limite à ne pas franchir, par crainte certainement que les militants et sympathisants socialistes désabusés par le gouvernement ne se tournent vers d'autres formations de gauche plus proches de leurs idéaux. **F. M.**

Irak

Des milliers de manifestants anti-corruption à Bagdad

Des milliers de personnes ont manifesté contre la corruption à Bagdad vendredi, dont beaucoup de partisans de l'influent chef chiite Moqtada al-Sadr qui les avait appelés à venir en nombre. Les manifestations se sont multipliées ces dernières semaines contre la corruption et le délitement des services publics, pour dénoncer particulièrement les coupures quotidiennes de courant, par des températures de plus de 50° Celsius. Le Premier ministre Haider al-Abadi, un chiite, a répondu aux manifestants en lançant un programme de réformes visant à s'attaquer à la corruption. Approuvées le 11 août par le Parlement, les réformes qui comprennent la réduction des postes ministériels et la baisse du nombre de gardes du corps pour les hauts responsables, ne sont encore qu'embryonnaires. Vendredi, place Tahrir à Bagdad, les manifestants agitaient des drapeaux irakiens et scandaient des slogans anti-cor-

ruption. C'est le premier rassemblement à avoir lieu après l'appel lancé par Moqtada al-Sadr à ses partisans pour s'y joindre. Ces derniers, dont beaucoup étaient vêtus de noir, ont scandé «Bye Bye Nouri al-Maliki», l'ex-Premier ministre devenu vice-président et appelé à son «exécution». Les huit années de M. Maliki à la tête de l'Exécutif ont été marquées par la corruption. «Non, non Amérique», pouvait-on aussi entendre. «Nous sommes venus (manifeste) pour soutenir les réformes annoncées par Abadi. Nous voulons pousser l'État à les mettre en œuvre», a dit Nafeh al-Bakhaki, un responsable au mouvement de M. Sadr. «La corruption existe à cause des mafias (...) qui utilisent la religion pour leur intérêt personnel. Tous les responsables des précédents gouvernements, particulièrement du gouvernement Maliki, sont responsables de la corruption», a indiqué cheikh Samir al-Zraijawi, un autre membre du mouvement. La venue de responsables

proches du chef chiite, qui avait des hommes dans l'ex-gouvernement et a encore une grande influence en dépit de sa volonté affichée de s'éloigner de la politique, n'était pas bien vu par tous. «C'est hypocrite et faux (de dire que les Sadristes) sont avec le peuple», a dénoncé Siham al-Zoubaidi, membre du Parti communiste irakien, en soulignant leur présence en force au Parlement, et les accusations de corruption à l'encontre d'un ancien député sadriste. Dans le cadre des réformes, le Premier ministre a commencé à ordonner les changements, dont la suppression de 11 postes ministériels et une réduction drastique du nombre de gardes du corps. Mais même avec le soutien de la population, et celui non négligeable de l'ayatollah Ali al-Sistani, la plus haute autorité chiite du pays, le fait que l'ensemble des partis politiques aient bénéficié ou bénéficié de la corruption est un obstacle majeur à la mise en place des réformes.



Clôture du «Musée dans la rue»

Une variété d'activités proposée

Une dizaine de musées nationaux ont participé à la troisième édition de l'évènement «Musée dans la rue» offrant au public le plaisir de découvrir des informations sur notre patrimoine national ainsi que participer à des ateliers de formation. Organisé à la placette de la Grande poste, cet évènement était clôturé hier en présence d'un public nombreux.

Par Abla Selles

La manifestation «Musée dans la rue» est revenue cette année avec beaucoup d'activités qui ont attiré un grand nombre de public. Cet évènement culturel inauguré depuis le 25 du mois d'août courant était clôturé dans la soirée d'hier après cinq jours de travail direct avec la population. «On n'est pas là pour imposer des connaissances historiques sur les passants mais par contre, on veut leur offrir, avec beaucoup de sympathie, des informations de notre histoire. Les gens doivent savoir que le musée n'est pas un endroit ennuyeux et il faut découvrir ce qu'il a à nous montrer», déclare un représentant du musée national de Sétif.

Organisée à la place de la Grande poste, la troisième édition de la manifestation «Musée dans la rue» a abrité des ateliers de formation au profit des enfants et des adultes. «J'aime l'écriture calligraphique et j'ai décidé de faire une petite formation que nous a proposée le musée de Boussaada. Cela c'est très bien passé et j'ai appris pas mal de choses», disait un jeune.

Les organisateurs de cet évènement culturel ont proposé aussi une grande exposition de photos et d'objets placée dans les musées participants. Organisée sous le thème «Préservez notre patrimoine», la troisième édition du



Ph. DR

«Musée dans la rue» a connu une forte affluence du public. D'ailleurs, une foule nombreuse et curieuse s'est rapprochée des ateliers de formation, organisés à travers les différents stands installés par le musée du Bardo et celui de la miniature et de la calligraphie pour découvrir, entre autres, les techniques de la calligraphie arabe présentées par un plasticien spécialiste. Des chapiteaux ont été installés pour faire connaître l'établissement muséal, toutefois les musées ont exposé

quelques objets, des photographies ainsi que des documents relatifs à l'action du musée. «Il est important de préserver le patrimoine national et le faire connaître aux futures générations afin qu'elles connaissent sa valeur culturelle, historique et nationale», explique le représentant du musée le Bardo d'Alger. Organisée par les musées nationaux d'Algérie en collaboration avec la commune d'Alger-Centre, cette initiative vise à rapprocher le citoyen du musée en créant une espèce de com-

munication entre le public et l'établissement muséal. C'est aussi un espace pour sensibiliser la population de la valeur du patrimoine national. Il est à rappeler qu'une dizaine de musées nationaux ont participé à cet évènement de cinq jours à l'image du musée de la préhistoire du Bardo, le Musée national de Sétif, le Musée des arts et traditions populaires d'Alger ainsi que le Musée Nasreddine Dinet de Boussaada.

A.S.

«El Bahia en fête, retour aux sources»

Une variété musicale en ouverture

Le théâtre de Verdure Hasni-Chekroune d'Oran a vibré, dans la nuit de jeudi à vendredi, au rythme de genres musicaux différents célébrant la désignation de la ville d'El Bahia pour l'organisation des Jeux Méditerranéens 2021.

Les groupes «Democratoz», «El Dey» et «Rym K», qui se sont succédé sur scène, dans le cadre de la manifestation culturelle «Retour aux sources, El Bahia en fête» ont, chacun à sa

manière, chanté et dépeint Oran, la capitale de l'Ouest algérien heureuse élue à Pescara, en Italie, pour l'organisation de l'édition des Jeux Méditerranéens de 2021 face à la ville tunisienne de Sfax. Durant la première soirée de cette manifestation, qui s'est poursuivie au-delà de 02h00, et qui doit se poursuivre jusqu'au 31 août, les trois troupes musicales n'ont pas lésiné sur les superlatifs pour féliciter l'Algérie toute entière de cette victoire

mémorable de la capitale de l'Ouest qui, depuis plusieurs années déjà, ambitionne de se muer en une véritable métropole méditerranéenne, et ce, dans les différents domaines économique, industriel, culturel, touristique et sportif. «Democratoz», dans un style alliant Reggae et sonorités Diwan du Sud algérien, et surtout avec la voix «incomparable» de son leader Sadek Bouzinou, a réussi à gagner l'intérêt des plus réfrac-

taires à ce genre musical, même des moins jeunes, si bien que le groupe est allé, à la demande du public, au-delà du temps qui lui était imparti.

De son côté, le célèbre groupe algérois «El Dey», prenant le relais sur les planches du théâtre de Verdure Hasni-Chekroune, a, dès le début, conquis le public oranais avec des chansons que les jeunes connaissent, d'ailleurs, par cœur. Le clou de la soirée a été, sans conteste, la

performance du groupe «Rym K», qui a clôturé cette première soirée. Dans une mosaïque faite d'un mélange de rap et de raï, «Rym K», devant un public conquis à l'avance, a enchaîné les «tubes», invitant le public à investir la piste de danse dans une ambiance survoltée mais toujours bon enfant. Sous la conduite de «Rym K», la soirée s'est achevée sur des airs de «one, two, three, viva l'Algérie».

L.B.

Constantine capitale de la culture arabe

L'Orchestre symphonique national offre une soirée féerique

L'Orchestre symphonique national (OSN) a offert aux Constantinois une soirée féerique, à travers un spectacle «La symphonie du vertige», dans une ambiance euphorique au pied du Monument aux morts sur une falaise bordant la rive droite du Rhumel, surplombant le pont Sidi M'cid et l'antique Cirta.

Sous la houlette du chef d'orchestre Amine Kouider, des musiciens algériens et d'autres issus des orchestres de Tunisie, du Maroc et d'Espagne ont subi-jugé par la justesse de leur interprétation et l'harmonie de leurs instruments dans une soirée placée sous le signe du rêve et de l'évasion à laquelle a assisté jeudi le ministre de la Culture

Azzedine Mihoubi, accompagné des ambassadeurs de la Tunisie et de la Jordanie à Alger.

L'Orchestre symphonique a entamé sa prestation avec «Valse de Mascarade» d'Aram Khatchatourian dans une interprétation subtilement exaltée et purement matérialisée par l'harmonie des mélodies, donnant un aperçu sur une soirée qui s'annonçait grandiose et magistrale.

Les musiciens enchaînent avec une partition de «Danse Hongroise n°5» de Johannes Brahms, puis la reine des valse viennoises, «Le beau Danube bleu» de Johann Strauss, pour entamer après «L'Amour Sorcier» de Manuel de Falla dans une interprétation soignée, noble et raffinée qui a littéralement

envoûté l'assistance, attentive, plongée dans un silence religieux. La soprano ukrainienne Tamara Kalinkina fait son entrée sur scène et interprète un tableau de «Noces de Figaro» de Mozart et un autre de «La Bohème» de l'opéra de Giacomo Puccini, dans une voix retentissante et lumineuse, qui captive d'emblée la nombreuse assistance.

Sur les traces des illustres compositeurs de la musique classique, l'orchestre symphonique a revisité des œuvres célèbres dont «Le Lac des cygnes», «Casse Noisette» et «Marche Slave» de Tchaïkovsky interprétées avec brio et grâce devant un auditoire comblé et conquis. Le programme de cette

belle soirée a été clôturé avec les qacida «Ya bahi al jamal», «Bi lahi ya hamami» et «Achek Mamhoune» dans une fusion entre la musique universelle symphonique et le malouf, la musique si chère aux Constantinois dégageant des sonorités vivantes et agréables ponctuées par un tonnerre d'applaudissements. Après le spectacle, Amine Kouider a indiqué à la presse que le site du Monument aux morts a offert aux artistes «un cadre idyllique pour s'exprimer», précisant que tout au long des répétitions, les musiciens, émerveillés par le panorama époustouflant, se sentaient «suspendus entre ciel et terre et entourés par des ponts magiques».

F.H.

RENDEZ-VOUS CULTURELS

Parking du Centre commercial Ardis
Jusqu'au 31 août :
Cirque Amar propose des spectacles pour enfants et adultes

La salle de cinéma Cosmos de Riadh el Feih
Jusqu'au 31 août :
Une double programmation filmique qui touchera deux publics, une pour les enfants et une autre pour les plus grands

Maison de la culture de Khenchela
Jusqu'au 30 août :
Festival local de la musique et de la chanson kabyles
Palais de la culture Mohamed Laïd- Al-Khalifa de Constantine
Jusqu'au 15 septembre :
Exposition retrospective du peintre Bachir Belouinis

Coup-franc direct



Un débat stérile !

Par Mahfoud M.

Ces jours-ci un débat est engagé concernant la non-convocation de l'attaquant de l'USM Alger, Youcef Belaïli, par le coach national Christian Gourcuff, sous prétexte qu'il brille de mille feux avec les Rouge et Noir et aurait mérité une place en EN. Toutefois, Belaïli est-il vraiment constant dans son équipe et donne-t-il le meilleur de lui-même pour justifier le gros salaire, le plus gros jamais offert à un joueur de Ligue 1 ? Il faut dire que pour le salaire qu'on lui octroie, Belaïli ne montre pas vraiment tout ce qu'attend d'un joueur de sa trempe. Il ne faut pas oublier qu'il a été débarqué de l'Espérance de Tunis pour indiscipline, n'étant pas vraiment un exemple à suivre. A son retour en Algérie, le joueur n'a pas changé et continue à briller par son absence aux séances de reprise, prétextant une fatigue ou des douleurs aux adducteurs. Pour mériter une place en sélection, tout joueur doit d'abord bien se comporter au sein du club, et il ne suffit pas de briller dans un ou deux matchs pour s'octroyer le droit d'être avec les meilleurs. Le joueur doit avoir l'esprit de sacrifice et surtout de la persévérance pour espérer avoir la reconnaissance voulue.

M. M.

ES Sétif

Hamar : «Madoui a toute ma confiance»

Le président de l'ES Sétif (L1 de football), Hassan Hamar, a indiqué vendredi que son entraîneur Kheireddine Madoui bénéficiait de toute sa confiance, en dépit de la mauvaise passe que traverse le champion d'Algérie en titre. «Madoui a toute ma confiance et je tiens absolument à ses services. Il s'agit d'un jeune technicien qui a fait ses preuves, et ce n'est pas aujourd'hui que je vais lui lâcher à cause de notre début de saison», a indiqué vendredi le premier responsable du club des hauts-plateaux. Éliminée en phase des poules de la Ligue des cham-



pions d'Afrique, dont il est le tenant du titre, le club sétifien a mal entamé la nouvelle saison de Ligue 1. Après un match nul concédé d'entrée face au MC Oran (1-1), l'Entente s'est inclinée à Alger face à l'USMA (2-1).

Mondiaux 2015 de judo

Benamadi sorti dès le premier tour



Algérien Abderrahmane Benamadi a été éliminé des Mondiaux-2015 de judo, organisés du 24 au 30 août à Astana (Kazakhstan) suite à sa défaite vendredi contre l'Américain Jacob Larsen en match comptant pour le premier tour de la catégorie des moins de 90 kg. Le combat avait pourtant bien démarré pour l'Algérien, qui menait au score par «wazari», avant de s'incliner par «ippon», après 3 minutes et 12 secondes. Benamadi a connu ainsi le même triste sort que ses compatriotes Ratiba Tariket (-57 kg), Houd Zourdani (-66 kg), Djazia Haddad (-52 kg), Imen Agouar (-63 kg) et Souad Belakhal (-63 kg), tous éliminés dès le 1^{er} tour. Au total, l'Algérie a engagé huit judokas dans ces Mondiaux-2015, dont cinq filles, avec l'ambition de récolter un maximum de points en vue des JO de 2016, à Rio, mais six d'entre eux ont déjà quitté la compétition et sans avoir remporté le moindre combat.

Mustapha Berraf

«Le choix de l'Algérie est mérité»

La 19^e édition des Jeux méditerranéens, JM-2021, attribuée à la ville d'Oran jeudi à Pescara, replacera l'Algérie dans le contexte des grands pays organisateurs, a souligné le président du Comité olympique et sportif algérien (COA), Mustapha Berraf. «Le choix de l'Algérie est mérité. C'est une victoire qui replace l'Algérie parmi les grands pays organisateurs. Au vu de ses potentialités, la ville d'Oran était bien disposée à accueillir cet événement sportif», a déclaré Berraf après l'élection d'El Bahia comme ville hôte des JM-2021. Face à l'autre ville candidate, Sfax de Tunisie, la capitale de l'ouest algérien a gagné les faveurs des votants lors de l'assemblée générale du Conseil international des jeux méditerranéens (CIJM). Le dossier de candidature algérienne a recueilli 51 voix contre 17 au profit de Sfax. Evoquant le dossier de candidature de la ville d'Oran et la promotion de son dossier, le président du COA a indiqué qu'«il y a eu une étroite concertation et cohésion entre les pouvoirs publics, les responsables des autorités locales et le mouvement olympique et sportif. C'est cela qui a fait l'union», ajoutant que la victoire de la ville d'Oran constitue «une compensation pour nous, après l'échec de l'organisation de la coupe d'Afrique-2017 de football, dont l'Algérie avait été victime des jeux de coulisses», a-t-il ajouté. Ainsi, quarante ans après avoir abrité les Jeux méditerranéens d'Alger en 1975, l'Algérie va renouer avec les joutes de la Mare Nostrum, en accueillant la 19^e édition à Oran. La joie était grande dans le camp algérien après l'annonce du verdict par le président du CIJM, Ammar Addadi. Une victoire très attendue par les responsables de ce dossier.



Ligue 1 Mobilis (3^e journée/match avancé)

L'USMH confirme sa bonne santé

L'USM El Harrach a confirmé sa bonne santé en battant la formation de l'ASM Oran sur le score de (1-0) en match avancé de la 3^e journée du championnat de Ligue 1 Mobilis avant-hier soir au stade du 1^{er}-Novembre (Mohammadia).

Par Mahfoud M.

L'unique but de la rencontre a été inscrit par l'attaquant Younès Sofiane, à la 81^e minute, suite à un corner bien botté par le milieu de terrain Hamza Aït Ouamar. A la faveur de cette victoire, l'USMH rejoint le CR Belouizdad, provisoirement en tête du classement de la Ligue 1 professionnelle de football, avec 7 points. Les harrachis prouvent leur constance, après avoir réussi, la journée précédente, à battre l'USM Blida chez elle. Les Jaune et Noir dont l'effectif a été sensiblement changé cette année, après le départ de quelques cadres, souhaitent encore jouer les premiers rôles, même s'ils savent que la mission ne sera pas de tout repos, surtout avec le manque de



Ph. > D. R.

moyens financiers. Le coach de l'USMH, Boualem Charef, qui a effectué pour l'occasion sa première déclaration à la presse, depuis longtemps, a exprimé son contentement quant à ce succès qui avait permis à son team de rejoindre le CRB à la première place, après son succès face au NAHD, avouant qu'il n'aurait pas été déçu si son team se serait contenté du nul.

«Même le nul n'aurait pas été une mauvaise opération pour nous étant donné que nous avons eu le même

nombre d'occasions avec les Asémistes», a déclaré Charef qui souhaite, néanmoins, continuer sur cette même lancée et ajouter d'autres bons résultats pour réussir un bon début, surtout que le parcours ne sera pas de tout repos.

La trêve viendra à point nommé pour la formation harrachie qui tentera de continuer à travailler pour mieux souder l'effectif qui a besoin de beaucoup de travail pour arriver à un meilleur niveau.

M. M.

Ligue 2 Mobilis (3^e journée)

Le CA Batna nouveau leader

Le CA Batna, victorieux sur la pelouse du CRB Ain Fekroun (1-0) s'est emparé de la tête de classement du championnat de Ligue 2 Mobilis de football disputée vendredi et marquée par la première victoire de la saison de l'O Médéa contre le CA Bordj Bou-Arreridj (1-0). Les Batnéens de l'entraîneur Rachid Bouaarsat ont confirmé leur excellent entame de saison en disposant du CRBA dans le derby de l'est.

Un but de Behoul dans le dernier quart d'heure permet à cette équipe de prendre les commandes. Le choc de la journée entre l'A Boussaâda et l'ASO Chlef n'a pas connu de vainqueur, un score de parité qui fait beaucoup plus les affaires des Chélifiens.

L'O Médéa, sous la conduite de son nouvel entraîneur Mohamed Slimani qui a succédé à Bouzidi qui a démissionné après deux revers, a enregistré contre le CA Bordj Bou-

Arreridj sa première victoire de la saison grâce à une réalisation de Benguerfi (68). En revanche, le CA Bordj Bou Arreridj n'a pas confirmé le large succès remporté mardi contre le MC El Eulma (3-1) en match retard.

L'USM Bel-Abbès est revenu avec un précieux point de son déplacement à Skikda contre le promu la JSM Skikda (2-2). Mené à chaque fois, les partenaires de Ouznadj ont réussi à chaque fois à égaliser.

L'OM Arzew, l'autre promu pensait tenir sa première victoire de la saison contre le MC Saïda (1-0) après l'ouverture du score par Baouche mais c'était sans compter sur l'abnégation des visiteurs qui ont égalisé par Zaouari à trois minutes de la fin.

Le dernier match de la journée opposera le MC El Eulma contre l'ASKhrub samedi.

Résultats et classement :

PAC- JSMB	1-1
JSMS-USMBA	2-2
USMMH - USCh	2-2
OMA-MCS	1-1
OM-CABBA	1-0
ABS-ASO	0-0
CRBAF-CAB	0-1

	Pts	J
1. CA Batna	7	3
2. A Boussaâda	5	3
— OM Arzew	5	3
— ASO Chlef	5	3
— USMBA	5	3
6. O Médéa	4	3
— MC Saïda	4	3
— JSM Skikda	4	3
9. MCE Eulma	3	2
— CABBA	3	3
— Paradou AC	3	3
12. AS Khrub	2	2
— USMMH	2	3
— US Chaouia	2	3
— JSM Béjaïa	2	3
16. CRBAF	1	3

Ligue des champions d'Afrique (Demi-finale) / USM Alger

Hadj Adlene veut affronter Tétouan

Hadj Adlene, membre du staff technique de l'USM Alger (Ligue 1 algérienne de football) et porte-parole du club algérois, espère rencontrer la formation marocaine de MA Tétouan aux demi-finales de la Ligue des champions d'Afrique pour des «considérations liées au climat et au voisinage» entre les deux pays.

«Si j'avais à choisir notre adversaire au dernier carré entre le TP Mazembe, Al-Hilal du Soudan ou le MA Tétouan, je choisirai le club marocain. Au Maroc, le climat et l'environnement est similaire à celui du pays. Nos supporters ne trouveront pas de difficultés pour effectuer le déplacement contrairement au RD Congo ou au Soudan», a indiqué Hadj Adlene vendredi à la Radio nationale. Avec



un bilan de cinq victoires sur cinq, l'USMA a survolé le groupe B de la phase de poules de la Ligue des champions, à une journée de la fin. L'USMA rencontrera dans le dernier carré le 2^e du groupe A, où pas moins de trois clubs, le TP Mazembe (RD

Congo), le MA Tétouan (Maroc) et Al-Hilal du Soudan se disputent les deux billets qualificatifs lors de la 6^e et dernière journée. Concernant le terrain qui abritera le match retour des demi-finales, l'ancien buteur des «rouge et noir» a réaffirmé que l'USMA jouera cette rencontre «au stade Omar-Hamadi de Bologhine», écartant «pour le moment» l'éventualité d'accueillir son adversaire au stade du 5-Juillet, qui sera bientôt opérationnel après presque deux années de fermeture pour travaux.

Les demi-finales (aller) de la Ligue des champions se joueront le week-end du 25, 26, et 27 septembre, alors que le retour est programmé une semaine plus tard.

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejourdalgerie.com>

Point d'ordre

A quoi sert le Sénat ?

Par Nazim Rochd

C'est en grande pompe et sous une pluie de félicitations internationales que l'Assemblée populaire nationale a entamé sa mandature. Il y avait de quoi, elle est entrée dans le club des très rares Parlements qui comptent un pourcentage appréciable de femmes députées. Avec un taux de 30% de femmes, l'APN a même devancé certains parlements occidentaux. Mais il était évident qu'en termes d'émancipation de la société vers l'égalité, en droits, des sexes le chemin est encore long à parcourir, à travers les pesanteurs religieuses, idéologiques et culturelles. Cela malgré l'extraordinaire bouleversement de la configuration de l'espace social, par l'irruption de millions de femmes sur la scène publique, grâce à l'école de l'Algérie indépendante et au développement industriel et institutionnel des années 1960-1970, qui a créé les conditions de leur insertion dans le monde du travail. Fait plus remarquable, elles constituent l'écrasante majorité des universitaires. Des facteurs qui ont permis que l'APN vote une loi criminalisant les violences faites aux femmes, y compris les violences conjugales. Un vote qui n'est pas passé sans que les grenouilleurs de la religion, les Frères en haut de l'affiche des contestataires, ne profèrent des anathèmes et n'incriminent les victimes, faisant d'elles des provocatrices en légitimant le viol, les coups et le harcèlement qu'elles subissent. Une attitude qui n'a pas fait scandale, ni au sein des institutions de l'Etat, ni au sein des «démocrates» et autres «changeurs», comparses «coordonnés» des Frères. Pourtant elle dépasse la bienséance attendue pour déborder vers l'insulte de nos filles, de nos sœurs et de nos mères. La férocité des attaques a été telle qu'on en vient à se demander ce qui peut y autoriser ce courant. Un courant que l'histoire du mouvement national n'a pas vu au premier plan des revendications indépendantistes. Preuve en est que la direction de la lutte de Libération nationale nourrissait des objectifs où les marchands de religion n'ont pas eu droit de cité, et que c'est sous la contrainte, ou par défaut, qu'ils ont dû rejoindre le peuple en armes. Mais, malheureusement, leur degré de nuisance semble assez puissant. Depuis le 5 mars 2015 que la loi a été adoptée, il y a le pressentiment que le Conseil de la nation (Sénat), ce verrou (ou filtre) chargé de décider en dernière instance du vote des députés, semble vouloir satisfaire les Frères et leurs alliés politiques. Sinon comment expliquer ce mépris des attentes de millions d'Algériennes, par le silence fait sur la loi, si tant est que ce Conseil devrait être investi du «contrôle» d'une instance qui exprime théoriquement la souveraineté populaire. A moins que les «sénateurs» soient débordés par un travail, dont on est curieux de connaître la nature et la consistance, ou que les milliers de femmes violentées ne font pas partie de leurs priorités. Ce faisant, ils offrent quand même l'occasion de s'interroger sur leur véritable utilité dans le processus législatif, tant sur le plan fonctionnel que démocratique.

N. R.

Mondiaux-2015 d'athlétisme (décathlon)

5^e place et record d'Afrique pour Larbi Bouraâda

L'ATHLÈTE algérien Larbi Bouraâda a terminé à la cinquième place de l'épreuve du décathlon des championnats du monde d'athlétisme à Pékin (Chine) avec un total de 8 461 points, établissant du coup un nouveau record d'Afrique, que détenait le Sud-Africain Willem Coertzen (8 398 pts). Bouraâda s'est distingué lors des cinq dernières épreuves d'hier : 1^{er} sur le 1500 m (4:16.61), 1^{er} au Javelot (jet à 63.82 m) et 1^{er} sur le 110 m haies (14.26), alors que dans les concours du disque et de la perche, il a terminé respectivement à la 4^e (jet à 41.53 m) et 6^e places (4.80 m). Lors de la 1^{re} journée du décathlon disputée vendredi, Bouraâda a terminé le 100m avec un temps de 10.83, le lancer du poids avec un jet à 13.73 m, la hauteur avec un saut de 2.07m, la longueur avec 7,51m et le 400 m avec un temps de 47.60, finissant premier de sa série. Lors des derniers Mondiaux disputés en 2013 à Moscou en Russie, Bouraâda (27 ans) avait terminé à la 10^e place. Le titre mondial 2015 est revenu à l'Américain Ashton Eaton qui a conservé sa médaille d'or en améliorant son propre record du monde avec 9 045 pts.

R.N.

MADANI MEZRAG ANNONCE LA CRÉATION DE SON PARTI



Djalou@hotmail.com

Il est l'auteur d'une agression et d'un vol à Béjaïa

Un malfaiteur arrêté à la gare routière

■ La police judiciaire du 5^e arrondissement a identifié et arrêté l'auteur du vol d'un téléphone portable avec menace de mort par arme blanche sur le propriétaire d'un magasin situé près de la sortie principale de la gare routière de Béjaïa (quatre chemins).

Par Hocine Cherfa

Il s'agit de F.S. 35 ans, résidant à Amizour. Ce dernier a agressé la victime A.K.H. 23

ans à la tête et volé un téléphone portable avant de prendre la fuite en direction de la gare routière. Il sera arrêté par la police alors qu'il s'apprêtait à prendre un

bus. Le malfaiteur a été présenté devant le procureur près le tribunal de Béjaïa qui l'a placé en détention provisoire.

H.C.

Tom Hanks

Son fils porté disparu

Cette semaine, le magazine Star consacre sa Une à Chet, le fils de Tom Hanks et de Rita Wilson, qui n'a pas donné signe de vie depuis un mois. La vie tumultueuse du fils de Tom Hanks revient à la Une de l'actualité cette semaine. Le tabloïd Star s'intéresse en effet à la disparition de Chet Hanks, âgé de 25 ans. Selon le magazine, le jeune homme n'a pas donné signe de vie à ses proches depuis plus d'un mois. «Cela fait un mois que Chet n'est pas réapparu. Il n'a pas donné un seul coup de téléphone à sa famille ou à ses amis. C'est comme s'il avait disparu de la surface de la Terre», a ainsi déclaré une source au Star. Toujours d'après la revue, la police aurait tracé le téléphone du jeune rappeur et l'aurait localisé dans le désert de Barshow, en Californie. L'endroit est connu pour son trafic de méthamphétamine. Même si selon les proches, le fils de Tom Hanks n'y a jamais touché, il est connu pour son addiction à la cocaïne depuis ses 16 ans. En novembre dernier, il avait suivi une cure de désintoxication. En juin dernier, il était aussi recherché par la police anglaise après avoir saccagé une chambre d'hôtel.

R.G./Agences



PH/D. R.

Préhistoire

Découverte de traces de dinosaures en RD Congo

DES TRACES de dinosaures préhistoriques ont été découvertes sur les sites des chutes de Wagenia au fleuve du Congo dans la ville de Kisangani (province Orientale), a annoncé le chercheur-universitaire Jeef Ngandu. «Il s'agit des traces de quatre pattes géantes et de deux doigts qui, selon toute vraisemblance, seraient celles d'une gigantesque animal préhistorique, un dinosaure», a affirmé le chercheur congolais. «Nous ne savons pas exactement de quel espèce il s'agit. Cet endroit du fleuve du Congo pourrait donc avoir abrité des dinosaures, il y a plusieurs millions d'années», a-t-il estimé. «C'est certainement suite à la période des glaces que ces dinosaures ont dû quitter cet endroit verdoyant du fleuve du Congo pour se réfugier vers dans le nord», a ajouté M. Ngandu.

R.I.